

PAIEMENT PAR TÉLÉPHONE MOBILE

La formule opérationnelle en 2024

Le monde des transactions financières est en constante évolution, et bientôt, une nouvelle méthode de paiement va révolutionner notre façon de gérer l'argent. Le paiement par téléphone mobile est sur le point de devenir une réalité en Algérie. Le projet d'interopérabilité des moyens de paiement mobiles en Algérie connaît une avancée considérable et sera opérationnel durant l'année en cours. C'est ce qu'Assia Benchabla Queiroz, l'administratrice du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), a déclaré à Algérie Presse Service. P 3



CAMPAGNE 2024
DE PÊCHE AU THON ROUGE

**Réception
de 34 demandes
de participation**



Trente quatre (34) demandes de participation à la campagne de pêche au thon rouge pour l'année 2024, devant être lancée le 26 mai prochain, ont été déposées par les armateurs auprès des directions locales de la pêche et d'aquaculture, a annoncé le sous directeur de la grande pêche et la pêche spécialisée au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Aomar Ouchelli.

P 3

SONELGAZ

**Atteindre 65.000
exploitations agricoles
raccordées à l'électricité
d'ici fin 2024**

Le groupe public Sonelgaz compte porter le nombre de périmètres agricoles raccordés au réseau électrique de 54.000 actuellement à 65.000 exploitations d'ici la fin de l'année 2024, a-t-on appris auprès de la direction du groupe public.

P 4

BÉNÉFICIAIRES DE
L'ALLOCATION CHÔMAGE

Nouvelles opportunités

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale a récemment annoncé une initiative majeure visant à faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi au sein du secteur privé.

P 5

AÏD EL FITR

**L'ANCA satisfaite du respect
par les commerçants du
programme de permanence** P 4

PRIX EXCESSIF DES BANANES

**Zitouni promet
des sanctions** P 5

DIASPORA

**Le chercheur algérien
Fouad Bousetouane
doublement récompensé
aux USA** P 2

AIR ALGÉRIE
Quarante-deux vols domestiques supplémentaires par semaine

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie annonce, ce vendredi, avoir renforcé le programme hebdomadaire par 42 vols domestiques supplémentaires, de et vers onze aéroports intérieurs. La démarche permet une offre de 4154 sièges additifs, chaque semaines dans différentes liaisons aériennes entre les régions du pays, soit environ 16616 sièges par mois. Cette mesure a été prise pour favoriser la fluidité du transport aérien pendant la saison estivale, explique la compagnie nationale dans un communiqué rendu public.

DÉCÈS
DE HOURIA AYARI
La DG de la Communication à la Présidence de la République présente ses condoléances

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté ses condoléances suite au décès, vendredi, de la journaliste Houria Ayari. "C'est avec une immense tristesse que la Direction générale de la communication à la Présidence de la République a appris la nouvelle du décès de la journaliste Houria Ayari des suites d'une longue maladie", lit-on dans le message de condoléances. La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a rappelé que la défunte "a travaillé pour plusieurs titres nationaux, dont (El Yaoum), où elle a brillé pendant de nombreuses années, avant de passer au domaine de l'audiovisuel, à El Chourouk TV, où elle a couvert les événements nationaux et politiques phares au cours des vingt dernières années". En cette douloureuse épreuve, la Direction générale de la communication "présente ses sincères condoléances à la famille de la défunte et à l'ensemble de la corporation médiatique, priant Allah Tout-Puissant d'accorder à la défunte Sa sainte miséricorde et de prêter à ses proches, patience et réconfort. 'A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons".

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Le président de l'APOCE revient sur la baisse des prix

En Algérie, le marché des véhicules, qu'ils soient neufs ou d'occasion, a souvent été sujet à des fluctuations notables. Récemment, Mustapha Zebdi, le président de l'APOCE, a pris la parole pour démystifier la situation actuelle des prix sur ce marché spécifique.

Selon Zebdi, contrairement à ce que certains acteurs du marché pourraient laisser entendre, les prix des voitures ne sont pas sur un trend ascendant sans fin. En effet, il a fermement nié l'idée que les prix des voitures d'occasion et même des véhicules neufs chez les concessionnaires agréés continuent de grimper. Ces affirmations, qu'il rejette, seraient propagées par des bénéficiaires de cette inflation des prix. Au contraire, Zebdi affirme que les prix ont même baissé chez les importateurs eux-mêmes. Stabilisation et réduction des prix des véhicules Suite à une analyse approfondie et des observations sur le terrain, Mustapha Zebdi apporte des éclairages optimistes concernant l'évolution des prix des véhicules en Algérie. L'année dernière, plusieurs concessionnaires de voitures ont obtenu des accréditations officielles pour commencer à approvisionner le marché algérien avec des

véhicules importés, dont des marques comme Fiat, qui a aussi entamé la production locale, ainsi qu'Opel, Chery, et Geely. Cette diversification de l'offre et l'augmentation de la compétition ont contribué à une baisse notable des prix. Juste après le mois de Ramadan, les prix étaient inférieurs de 20% par rapport à l'année précédente. Zebdi insiste sur le fait que cette tendance à la baisse est une bonne nouvelle pour les consommateurs et pourrait même s'accroître au cours de l'année 2024. Quelles sont les perspectives futures ? La dynamique actuelle du marché des voitures neuves et importées en Algérie montre des signes de stabilité et d'amélioration qui pourraient se poursuivre dans un avenir proche. Zebdi remarque que les routes algériennes sont désormais peuplées de voitures neuves avec des immatriculations de l'année en cours, signe d'une distribution active et continue. De plus, il anticipe l'arrivée de nouvelles marques sur le marché al-

gérien grâce à des accréditations récentes accordées par le comité technique du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Ces développements sont perçus comme des indicateurs positifs pour le marché et pourraient mener à une baisse encore plus significative des prix. En résumé, les perspectives pour le marché automobile algérien sont prometteuses. Avec une baisse continue des prix et l'introduction de nouvelles marques, les consommateurs peuvent s'attendre à un éventail de choix plus large et plus abordable dans les années à venir. Mustapha Zebdi, avec l'Organisation Nationale pour la Protection du Consommateur, continue de surveiller ce secteur crucial, s'assurant que les intérêts des consommateurs restent protégés. Cette structure vous permet de couvrir de manière exhaustive le sujet, en offrant aux lecteurs une vision claire et structurée des développements récents et futurs du marché automobile en Algérie.

COMMERCE

Respect quasi-total du programme de permanence au 3^e jour de l'Aïd El Fitr

Le taux de réponse des commerçants et opérateurs économiques au programme de permanence au 3^e jour de l'Aïd El Fitr a atteint 99,96% au niveau national, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion

des exportations. "Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations salue le respect de la permanence par tous les commerçants et opérateurs économiques concernés et leur engagement, au troisième jour de

l'Aïd El Fitr, avec un taux de 99,96% au niveau national, outre le nombre important de commerçants volontaires non mobilisés, qui ont exercé leurs activités en cette occasion religieuse", lit-on dans le communiqué. Le ministère a rappelé, à l'en-

semble des commerçants et opérateurs économiques, l'obligation de reprendre leurs activités commerciales de façon normale, à compter du samedi 13 avril 2024, selon la même source.

DIASPORA

Le chercheur algérien Fouad Bousetouane doublement récompensé aux USA

Le chercheur algérien, Fouad Bousetouane vient de décrocher une double distinction aux États-Unis d'Amérique. Cette dernière vient récompenser les travaux de ce jeune prodige algérien dans le domaine de l'intelligence artificielle. Originaire de la wilaya d'Annaba, Fouad Bousetouane est aujourd'hui directeur exécutif au Research Center for Artificial Intelligence de la société américaine

Grainger et il est détenteur de plus de 20 brevets dans le monde de l'intelligence artificielle. L'Algérien Fouad Bousetouane dans la liste du « Marquis Who's Who » Dernièrement, le bureau américain des brevets et des marques de commerce, USPTO, a décerné une mention d'honneur au chercheur algérien Fouad Bousetouane. Notamment, pour sa dernière invention qui se base sur l'utilisation des capteurs de Lazer et de la visua-

lisation artificielle. Mais ce n'est pas tout, l'éditeur américain « Marquis Who's Who » a décidé d'intégrer le nom de ce prodige algérien à sa liste d'honneur des personnalités, scientifiques et chercheurs ayant un impact positif sur la science et la société. Rappelons, le « Marquis Who's Who » est un éditeur américain de répertoires biographiques des personnes considérées ayant accompli quelque chose de notable.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PAIEMENT PAR TÉLÉPHONE MOBILE

La formule opérationnelle en 2024

Le monde des transactions financières est en constante évolution, et bientôt, une nouvelle méthode de paiement va révolutionner notre façon de gérer l'argent. Le paiement par téléphone mobile est sur le point de devenir une réalité en Algérie. Le projet d'interopérabilité des moyens de paiement mobiles en Algérie connaît une avancée considérable et sera opérationnel durant l'année en cours. C'est ce qu'Assia Benchabla Queiroz, l'administratrice du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), a déclaré à Algérie Presse Service.

Par Réda Hadi

L'Algérie se prépare à franchir une étape importante dans le domaine des paiements électroniques. Le projet d'interopérabilité des paiements par téléphone mobile devrait être opérationnel au cours de l'année 2024. Cette formule permettra aux utilisateurs d'effectuer des transactions directement à partir de leurs smartphones, sans avoir besoin de cartes bancaires physiques. Pour concrétiser cette avancée, les acteurs du paiement mobile devront collaborer étroitement pour établir des normes et des protocoles communs, tout en se connectant à un switch, un commutateur essentiel à la gestion fluide du flux des paiements mobiles à travers une plateforme. Cette initiative permettra aux utilisateurs d'effectuer des transactions même entre des clients de différentes banques, facilitant ainsi l'adoption généralisée des paiements mobiles

pour les achats et les transferts de compte à compte. Le projet s'inscrit dans le cadre du plan d'action mis en œuvre par le gouvernement pour moderniser le système bancaire et financier et accroître son attractivité et son efficacité afin d'améliorer sa participation dans la relance économique. Sa mise en œuvre devrait permettre une communication fluide entre les différents fournisseurs de services de paiement, ouvrant ainsi la voie à des transactions transparentes entre différentes plateformes, indépendamment du fournisseur de service utilisé. Ce progrès facilitera l'utilisation du m-paiement, notamment pour régler les achats via le code QR et effectuer des transferts de compte à compte. Dans sa déclaration, la directrice de GIE Monétique, affirme : « Nous constatons des progrès dans la diffusion du paiement par téléphone mobile. On a défini la feuille de route et chaque banque est invitée à adopter sa propre solution. »

Elle a ajouté que pour l'interopérabilité, les banques doivent être connectées à l'interchange ou au commutateur qui est actuellement en phase de déploiement. Les solutions de paiement par téléphone mobile en Algérie, disponibles ces dernières années auprès de deux banques et d'Algérie Poste, étaient jusqu'à présent limitées aux clients de la même banque. Toutefois, avec le déploiement de l'interopérabilité, il sera désormais possible d'effectuer des transactions même si le payeur et le bénéficiaire ont des banques différentes. Cette évolution favorisera l'adoption généralisée du paiement par téléphone mobile, qui est également utilisé pour les achats via code QR et les transferts entre comptes.

Une priorité pour l'évolution du secteur financier en Algérie

Mme Benchabla a affirmé que la Société d'Automatisation des Transac-

tions Interbancaires et de Monétique avait opté pour cette solution, garantissant ainsi le traitement intermédiaire des paiements, et prévoyait de la mettre en service cette année. Elle a également mis en avant la priorité accordée au paiement par téléphone par l'association de la monnaie électronique cette année, avec pour objectif de généraliser les paiements par carte sans contact.

Le mode de paiement décrit permet une transaction rapide chez les commerçants équipés d'un terminal de paiement électronique. Il ne nécessite pas d'insérer la carte dans le terminal ni de composer le code secret. Il s'agit d'un paiement sans contact, où le smartphone doté d'une application de paiement est simplement approché du terminal pour que la transaction soit effectuée. Ce mode de paiement est de plus en plus populaire pour sa rapidité et sa praticité.

CAMPAGNE 2024 DE PÊCHE AU THON ROUGE

Réception de 34 demandes de participation

Trente quatre (34) demandes de participation à la campagne de pêche au thon rouge pour l'année 2024, devant être lancée le 26 mai prochain, ont été déposées par les armateurs auprès des directions locales de la pêche et d'aquaculture, a annoncé le sous directeur de la grande pêche et la pêche spécialisée au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Aomar Ouchelli. Ces demandes interviennent suite à la publication de l'avis de participation à cette campagne, conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 février 2022 fixant les conditions et les modalités de la pêche au thon rouge par les navires battant pavillon national, a expliqué à l'APS M. Ouchelli. Il a, à ce propos, ajouté qu'au cours de la prochaine réunion de la commission ministérielle chargée des préparatifs de la campagne de pêche au thon rouge, ces demandes seront étudiées avant l'octroi aux armateurs retenus leurs quotas individuels parmi le quota national de thon rouge, fixé cette année à 2.046 tonnes, soit 23 tonnes de plus que la campagne de 2023.

Le même responsable a souligné que la prochaine étape dans les préparatifs de la campagne de pêche au thon en haute mer est la délivrance des permis de pêche aux armateurs retenus avant de constituer des groupes de pêche conjoints et de ficeler les détails techniques de l'opération. M. Ouchelli a également fait savoir que dans un autre volet de ces préparatifs, 34 contrôleurs, parmi le corps des inspecteurs de pêche, seront désignés pour cette campagne de 2024, relevant qu'une fois la liste des contrôleurs arrêtée, des briefings relatifs aux recommandations de ce type de pêche, conformément à la réglementation nationale et internationale en vigueur, seront assurés à ce staff qui accompagnera les navires. Aussi, les préparatifs englobent l'élaboration de la liste des stagiaires parmi les jeunes lieutenants relevant des établissements de pêche sous tutelle qui devront prendre part à cette campagne, a-t-il noté assurant que cet événement constitue "un atelier apprentissage pour les stagiaires" qui leur permettra de se familiariser avec l'opération de pêche et son environnement

technique et logistique, notamment.

Inscription d'une ferme algérienne d'engraissement de thon, une première

M. Ouchelli a également relevé que la campagne de pêche au thon rouge de 2024 est marquée par l'inscription auprès de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), d'une ferme algérienne d'engraissement de thon, prévue au niveau du port de Honaïne dans la wilaya de Tlemcen, dans une première qui ouvre grandement les perspectives de la filière thon en Algérie. "Le plan de pêche de l'Algérie de thon rouge pour l'année 2024, validé par l'ICCAT en mars dernier englobe, outre la demande de l'augmentation des capacités de la flotte de pêche au thon rouge et l'approbation de l'ajustement du quota de l'Algérie, l'inscription pour la première fois d'une ferme algérienne d'engraissement du thon rouge dans le registre de l'ICCAT", a-t-il soutenu. Le même responsable détaille que l'exercice de l'activité d'engraissement de thon passe par son inscription dans

le registre de l'ICCAT, tout en indiquant que le projet de cette ferme d'engraissement est en phase d'acquisition des installations requises. "Toutes les autorisations locales et internationales nécessaires pour le lancement de ce projet ont été obtenues par l'opérateur propriétaire de cette ferme", a affirmé M. Ouchelli ajoutant que la commission de wilaya (Tlemcen) chargée de valider le lieu d'implantation de la ferme a également donné son approbation. Mettant en avant "la valeur ajoutée" d'un tel projet pour la filière thon et pour l'économie nationale, le même responsable a assuré que "toute une dynamique sera créée autour de cette ferme d'engraissement de thon rouge", notamment les nouveaux emplois requis pour cette activité tels que le remorquage et la plongée. Il a également assuré que l'entrée en activité de cette ferme permettra à l'Algérie d'exporter, dans un futur proche, du thon engraisé et offrira au secteur de la pêche une opportunité d'augmenter sa contribution dans les exportations hors hydrocarbures et aux revenus en devises.

Programme riche à la 23e édition du SITEV

La 23e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), prévue du 30 mai au 2 juin de cette année au Palais des expositions (Alger), comprend un programme riche dont des rencontres et des conférences animées par plusieurs experts et spécialistes. Selon les organisateurs, cette édition, placée sous le patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, prévoit un "programme riche dont des rencontres et des conférences thématiques qui seront animées par plusieurs experts et spécialistes du domaine touristique". Le SITEV est un "important événement international pour la promotion de la destination touristique Algérie et un rendez-vous annuel attendu par les opérateurs et les professionnels pour accéder aux marchés touristiques locaux et internationaux". Il offre également une opportunité aux professionnels du tourisme de différents pays, dont les agences de voyages et les compagnies d'hôtellerie et de transport, ainsi que les startups activant dans le domaine de la numérisation et du tourisme, de promouvoir et de commercialiser leurs programmes touristiques. En parallèle, cet événement offre l'occasion d'organiser des rencontres d'affaires, de conclure des accords de partenariat, d'échanger des expériences et de s'enquérir des nouveautés du tourisme national et international. Cette manifestation annuelle suscite un grand intérêt du public, ce qui permet de découvrir les produits touristiques nationaux les plus importants et les services proposés par les exposants. Le SITEV encourage également la relance du tourisme intérieur et la promotion de culture touristique, selon la même source.

AÏD EL FITR

L'ANCA satisfaite du respect par les commerçants du programme de permanence

L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) a exprimé, jeudi dans un communiqué, sa satisfaction du respect par les commerçants et les opérateurs économiques du programme de permanence de l'Aïd El Fitr, relevant que le taux d'adhésion avait atteint 100% dans certaines wilayas. Cette "large" adhésion au programme de permanence concerne différentes activités définies par les directions de commerce et de promotion des exportations telles que les boulangeries, les commerces d'alimentation générale, de fruits et légumes et les services, selon la même source. "Plusieurs commerces dont les propriétaires n'étaient pas inscrits sur la liste du programme de permanence,

étaient ouverts, ont constaté des citoyens et des représentants d'associations locales de protection des consommateurs. Un constat également fait par les agents de contrôle au niveau des directions de commerce et de la promotion des exportations", lit-on dans le communiqué. Juste avant l'Aïd, les marchés et les commerces ont connu un rush des consommateurs pour s'approvisionner en produits alimentaires, vêtements et ingrédients pour la confection des gâteaux, en sus du pain au niveau des boulangeries dont la demande avait atteint "un niveau record". Durant les jours de l'Aïd, les gares routières ont connu une grande affluence des voyageurs, outre une activité dense des taxis et des bus de transport de voyageurs.

A cette occasion, l'ANCA a remercié les commerçants et les opérateurs économiques "qui ont fait preuve d'une grande conscience quant au devoir d'assurer le service public et de respecter le programme de permanence, conformément aux lois en vigueur". L'ANCA a appelé l'ensemble des commerçants, des fournisseurs de services et des opérateurs économiques non concernés par la permanence à reprendre leurs activités et à ouvrir leurs locaux juste après les jours de l'Aïd, et ce à partir de samedi, relevant que les marchés de gros et les réseaux d'approvisionnement fonctionnent normalement au niveau de toutes les wilayas. L'ANCA a également appelé les usagers de la voie publique à la vigilance et au respect du code de la route.

SONELGAZ

Atteindre 65.000 exploitations agricoles raccordées à l'électricité d'ici fin 2024

Le groupe public Sonelgaz compte porter le nombre de périmètres agricoles raccordés au réseau électrique de 54.000 actuellement à 65.000 exploitations d'ici la fin de l'année 2024, a-t-on appris auprès de la direction du groupe public. "La mise en oeuvre du programme d'électrification des exploitations agricoles connaît une cadence de réalisation appréciable au niveau national et le groupe Sonelgaz a fixé un objectif d'atteindre le chiffre de 65.000 périmètres agricoles raccordés d'ici la fin de l'année en cours sur un portefeuille global de 90.000 agriculteurs recensés", a affirmé à l'APS le porte-parole du groupe, Khalil Hodna. S'exprimant sur l'état d'avancement du programme de raccordement électrique des périmètres agricoles, M. Hodna a fait état d'un raccordement de plus de 54.000 exploitations agricoles depuis le lancement de ce projet en 2020 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. S'ajoute à cela les projets en cours de réalisation qui visent le raccordement de 10.500 périmètres agricoles au réseau national électrique, dont "les travaux sont à un stade très avancé", a-t-il mentionné. Quant aux projets de raccordement qui sont en cours de lancement de travaux, leur nombre s'élève à 8.500 tandis que près de 3.451 autres dossiers sont actuellement en phase d'étude par les instances concernées. A ce propos, il est à préciser que la liste des exploitations agricoles concernées par le raccordement au réseau électrique est

élaborée par les services agricoles des wilayas (DAS) avant d'être transmis aux directions locales de Sonelgaz, en vue de lancer d'abord les études puis engager les travaux de réalisation, consistant en la mise en place des lignes électriques, l'installation des transformateurs et autres équipements nécessaires. Dans le cadre de ce projet de raccordement des périmètres agricoles, l'entreprise publique n'exige pas des agriculteurs d'effectuer le paiement préalable des frais d'installation. Les exploitants agricoles bénéficient ainsi d'un échancier de paiement étalé sur plusieurs mois par le groupe Sonelgaz, dans le cadre d'une procédure de facilitation permettant aux agriculteurs d'entamer l'exploitation de leurs périmètres sans contraintes notamment sur le plan de l'accès à l'énergie électrique. "La réussite de ce programme qui a valu à Sonelgaz des félicitations du président de la République est le résultat de l'organisation mise en oeuvre et de l'engagement continu des travailleurs pour le concrétiser", a fait observer le porte-parole du groupe. Dans ce cadre, il a rappelé que le groupe public avait créé au niveau de chaque direction locale un service concerné chapeauté par un poste conçu spécialement pour ce projet, qui est l'ingénieur d'affaires en charge de s'occuper exclusivement de la réalisation des projets lancés pour le raccordement des zones d'ombre, les zones d'activités industrielles et les exploitations agricoles.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait salué, lors du Conseil des ministres du 24 mars dernier, les efforts déployés par Sonelgaz en vue de réaliser le développement intégré et lever les obstacles qui accablent les citoyens. Selon un communiqué du Conseil des ministres, le président de la République avait également chargé le ministre de l'Energie et des Mines de transmettre ses félicitations et ses remerciements personnels, ainsi que toute la considération du Conseil

des ministres aux travailleurs, aux dirigeants et aux cadres de Sonelgaz qui s'aligne sur Sonatrach dans le domaine de l'investissement et des services, en renforcement de l'économie nationale. Grâce à ce message, le groupe Sonelgaz se voit "conforté et encouragé" à poursuivre ce projet qui aura, selon son porte-parole, des "retombées directes sur la production agricole et la sécurité alimentaire du pays, sans oublier son impact positif sur le développement local et la création d'emploi".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 افريل 2024 الموافق لـ 25 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Avril 2024 (le 25 Ramadan 1445)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	82	94	70	البطاطا
	Tomate	92	104	80	الطماطم
	Oignon sec	86	94	79	البصل الجاف
	Ail sec	487	561	413	الثوم الجاف
	Carotte	74	84	64	الجزر
	Navet	77	86	68	لفت
	Chou-fleur	83	93	73	قرنبيط
	Choux	60	68	52	كرنب
	Courgette	75	84	65	الكوسة
	Haricot vert	400	430	369	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	105	118	92	الخس
Fruits frais	Pomme locale	451	564	338	التفاح المحلي
	Datte	550	677	424	التمر
	Orange	143	176	110	البرتقال
	Citron	154	175	134	الليمون
	Banane	420	434	406	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1706	1824	1588	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	476	489	463	الدجاج
	Eufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)
المنتجات ذات الأصل الحيواني					

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PRIX EXCESSIF DES BANANES

Zitouni promet des sanctions

Lors d'une visite d'inspection à Alger, durant le 1er jour de l'Aïd el-Fitr, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni a exprimé son mécontentement face à la flambée des prix, en particulier de la banane.

En effet, il a exprimé son mécontentement sur la récente augmentation des prix de la banane sur le marché national. Zitouni a souligné que cette hausse est injustifiée, surtout lorsque l'on considère que les prix mondiaux ne dépassent pas 0,5 dollar. Selon lui, le coût de revient de ce produit, incluant les marges, ne devrait pas excéder les 200 DA. Le ministre du Commerce a affirmé la détermination du gouvernement à lutter contre la spéculation qui alimente cette hausse, assurant l'application rigoureuse de la loi pour punir les responsables. Il a précisé : « Nous allons agir et appliquer la loi pour poursuivre les responsables de cette hausse ». Le ministre a mis également en garde contre les pratiques spéculatives qui nuisent à la stabilité des prix et à la satisfaction des consommateurs. Tayeb Zitouni a justifié la hausse des prix par le recentrage des efforts sur d'autres produits, laissant ainsi une ouverture à la spéculation sur la banane. Il déplore le fait



que certains commerçants aient profité de cette situation pour augmenter les prix de manière exponentielle. Appel à une action rapide Face à cette situation, Zitouni a exhorté ses services à réagir rapidement, et ce en ordonnant la saisie des marchandises vendues à des prix exorbitants et appelle à une traçabilité stricte des produits concernés. Dans ce sens, il a déclaré : « C'est une instruction, au niveau de chaque commerce où le prix est affiché à ce tarif, vous passez à la saisie et il faut suivre la traçabilité de ce produit... C'est de la spéculation et nous allons agir ». La déclaration du ministre du Commerce reflète la volonté du gouvernement de lutter contre la spéculation et de garantir des prix justes pour les consommateurs. Il met en lumière les défis rencontrés dans la régulation des marchés et appelle à une action concertée pour assurer la stabilité économique du pays.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Mobilis toujours en tête

L'opérateur historique Mobilis conserve son classement de leader en terme du nombre d'abonnés aux réseaux GSM, 3G et 4G au 31 décembre de 2023, avec 22,51 millions d'abonnés, selon le dernier rapport le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) rendu public ce vendredi. L'opérateur Mobilis enregistre ainsi une évolution de son nombre d'abonnés GSM, 3G et 4G avec 22,51 millions d'abonnés à la fin de l'année 2023, contre 21,09 millions à la même période de l'année 2022,

relève le rapport. Il est suivi de l'opérateur Djezzy avec 15,89 millions d'abonnés en 2023 (15,17 millions en 2022) et Ooredoo avec 13,10 millions d'abonnés au 31 décembre de 2023 (12,74 millions à la même période de 2022). La part de marché de Mobilis a été estimée à 43,70% au 31 décembre 2023 (43,04% durant la même période de 2022), celle de Djezzy a été évaluée à 30,86% en 2023 (30,96% en 2022) et d'Ooredoo à 25,44% en 2023 (26% en 2022). L'ARPCE note également dans son rapport que le taux de pénétration aux réseaux de la té-

léphonie mobile en Algérie a enregistré une évolution nette de 5,46% en une année, passant de 111,05% au 31 décembre 2022 à 116,50% au 31 décembre 2023. « Cette évolution est due à la légère augmentation du marché de téléphonie mobile d'une part et de la population algérienne d'autre part », explique l'ARPCE, dont le rapport a été élaboré selon une population algérienne estimée à 44,22 millions d'habitant et un nombre de ménages évalué à 7,37 millions au 31 décembre 2023. Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile a, quant à lui, en-

registré une évolution de 5,11%, passant de 49 millions d'abonnés au 31 décembre 2022 à 51,52 millions à la même période de 2023, relève la même source. Sur les 51,52 millions abonnés actifs en 2023 à la téléphonie mobile (GSM, 3G et 4G), 3,43 millions étaient abonnés au réseau GSM (4,26 millions en 2022) et 48,09 millions étaient abonnés aux réseaux 3G/4G (44,75 millions en 2022). A la fin de décembre dernier, 95,15% des abonnés ont opté pour la formule prépayée, contre 4,85% pour la formule post-payée.

PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION

L'expérience de l'Algérie mise en valeur

L'expérience de l'Algérie en matière de protection de la santé et de la population, « fondée sur une stratégie intégrée reliant différents secteurs », a été mise en exergue jeudi, à Oslo en Norvège. Le président de la commission de la santé, du travail, de la formation professionnelle et des affaires sociales de l'Assemblée populaire nationale (APN), Zouhir Nasri, qui a pris part à la 8ème Conférence internationale des parlementaires sur la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (IPCI/CIPD) a présenté « l'expérience de l'Algérie en matière de protection de la santé, de la population et des droits de l'homme », indique la chambre basse du Parlement dans un communi-

qué. Soulignant « qu'elle est (expérience) fondée sur une stratégie intégrée, reliant différents secteurs en vue de réaliser les objectifs consacrés par la constitution de 2020, notamment dans le cadre de l'égalité entre citoyens en matière de droits et d'obligations », le député Zouhir Nasri, a évoqué, dans ce sens, les « droits des femmes, en particulier dans les domaines politiques, socio-professionnels et sanitaires », soulignant que « l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est déterminée à réaliser une avancée économique après avoir achevé l'édification institutionnelle ». Le même intervenant a également affirmé que « les réalisations de l'Algérie dans le cadre des objectifs de développement du-

table 2030 dans les domaines de l'éducation, de l'égalité des sexes et de la santé infantile ont bénéficié d'un soutien et d'un accompagnement juridique pour préserver la durabilité de la famille loin des approches sapant les valeurs liées à sa cohésion ». Par ailleurs, M. Nasri a évoqué les souffrances des enfants et des femmes en Palestine, condamnant « la guerre génocidaire menée par l'entité occupante contre les habitants de la bande de Gaza ». Le même responsable a affirmé, dans ce cadre, qu'il n'y avait plus de sens à parler de développement durable car « le monde a abandonné son humanité et s'est avéré impuissant à protéger les enfants et les femmes enceintes ciblés par l'occupation sioniste ».

BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Nouvelles opportunités

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale a récemment annoncé une initiative majeure visant à faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi au sein du secteur privé. Cette mesure, basée sur le nouveau mécanisme des Contrats de Travail Aidé (CTA), représente une avancée significative dans la lutte contre le chômage en offrant des opportunités concrètes aux bénéficiaires de l'allocation chômage ainsi qu'aux anciens bénéficiaires du Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle. En favorisant l'accès à l'emploi pour ces catégories de personnes, elle contribue à renforcer l'inclusion sociale et professionnelle. Les points clés du nouveau mécanisme pour l'allocation chômage Le Ministère a décidé d'activer le processus de recrutement via les CTA. Ces contrats, subventionnés par l'état, sont un type de contrat de travail défini par la loi n°90-11 du 21 avril 1990 sur les relations de travail. Son objectif est de favoriser l'embauche durable des jeunes par les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées. Les jeunes primo-demandeurs d'emploi recrutés dans ce cadre bénéficient d'une rémunération conforme à la grille des salaires de l'organisme employeur. L'État soutient financièrement pendant une période de trois (03) ans non renouvelables, en subventionnant une partie du salaire du poste. Voici les bénéficiaires concernés : Les personnes actuellement bénéficiaires de l'allocation chômage. Anciens bénéficiaires du Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle. Les personnes considérées comme demandeurs d'emploi pour la première fois (c'est-à-dire n'ayant pas encore travaillé après la fin de leur contrat d'insertion professionnelle) sont également concernées. Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, ainsi que ceux issus des instituts de formation professionnelle qui ont toujours le statut de demandeurs d'emploi pour la première fois. Nouvelle méthode d'accès à l'emploi pour les chômeurs Les personnes éligibles sont vivement encouragées à se rapprocher des services des annexes locales de l'emploi afin d'obtenir des précisions détaillées sur cette nouvelle méthode. Les offres d'emploi enregistrées par les établissements du secteur privé seront mises à disposition des candidats intéressés, dans le but de dynamiser le marché de l'emploi et d'encourager l'employabilité des jeunes. Cette initiative vise aussi à renforcer la collaboration entre le secteur public et privé, offrant ainsi aux candidats une opportunité unique de contribuer activement à la croissance économique du pays.

AÏD EL FITR

Strict respect de la permanence par les commerçants dans 7 wilayas de l'Est du pays

Les commerçants et opérateurs économiques mobilisés ont strictement respecté le dispositif des permanences au premier jour de l'Aïd El fitr à travers les sept wilayas de l'Est du pays relevant de la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations de la région de Batna, apprend-on mercredi de cette direction.

Le taux d'observation du programme des permanences dans les wilayas de cette région (Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela, Tébessa, Constantine, Biskra et Ouled Djellal) a été de 100 % avec une disponibilité des divers produits dont ceux de large consommation, a assuré à l'APS Mourad Mezghache, chef du service d'information économique et de régulation du marché à cette direction régionale qui a précisé que 6.189 commerçants et opérateurs sur les 46.784 que compte ces wilayas ont été réquisitionnés à cet effet. Les services du commerce de la région ont mobilisé 288 agents sur les 1.109 relevant des directions de commerce de ces wilayas pour suivre la mise en œuvre du programme des permanences tracé, selon la même source. Une large observation des permanences par les commerçants a été observée à Batna où le directeur central au ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, Abderrahmane Saâdi, s'est enquis de la mise en œuvre du dispositif de permanence au premier jour de l'Aïd El Fitr en visitant la laiterie Aurès, les minoteries des Aurès et certaines unités productives, boulangeries et espaces commerciaux, relevant un strict respect des perma-

nences programmées par la direction locale du commerce. Il a été également relevé un respect total par les commerçants et opérateurs économiques du dispositif des permanences visant à assurer la disponibilité des produits de large consommation au cours des jours de la fête de l'Aïd El Fitr dans les wilayas de Skikda, Annaba, Sétif et Mila où des cadres centraux du ministère de tutelle ont effectué des visites de terrain pour s'enquérir de la mise en œuvre des permanences. Dans la wilaya de Skikda, les services de la direction du commerce ont relevé un taux de 100 % d'observation des permanences par les 915 commerçants réquisitionnés, a indiqué le directeur général pour le contrôle et la répression des fraudes au ministère de tutelle, Mohamed Mezghache, qui a précisé à l'APS que « durant les 20 premiers jours du mois de Ramadhan, 136.000 interventions ont été effectuées permettant de relever plus de 26.000 infractions et d'établir 25.000 procès-verbaux transmis à la justice ». Accompagné d'Abdelatif Aïchaoui, directeur régional du commerce et de la promotion des exportations de la région d'Annaba, M. Mezghache a inspecté une laiterie et une unité de pro-

duction de dérivés des céréales dans la zone industrielle Hamrouche Hamoudi dans la commune de Hamadi Krouma. A Annaba, la directrice du commerce extérieur au ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, Mme Farah Mekideche, accompagnée des responsables locaux du secteur, s'est enquis du respect du dispositif des permanences suivi à 99,83 %, selon le chef du service d'observation du marché et d'information économique à la direction locale du commerce, Abderrahmane Semaï. La même cadre centrale s'est ainsi enquis de la disponibilité des produits subventionnés et des viandes importées au niveau de certaines grandes surfaces ainsi que du respect des permanences par les boulangeries à Annaba, El Bouni et El Hadjar. A Sétif, le directeur central à la direction générale de régulation et organisation des activités du même ministère, Hadj Daâchi, a indiqué que sa visite à la wilaya s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions ministérielles du Commerce et de la Promotion des Exportations afin d'assurer un approvisionnement régulier du citoyen en divers produits de large consommation durant les trois jours de l'Aïd El

Fitr. Il a également ajouté que les cadres centraux du ministère ont été chargés de vérifier sur le terrain le respect des permanences par les commerçants et opérateurs économiques réquisitionnés à travers la plupart des wilayas du pays, assurant qu'il se rendra aux différentes régions de la wilaya en compagnie du directeur régional du commerce, Lakhdar Tréa et du directeur de wilaya du même secteur, Rachid Hamadi durant les trois jours de l'Aïd El Fitr. A Mila, le directeur de contrôle des pratiques commerciales anticoncurrentielles au ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, Belkacem Younès, qui a effectué une tournée de contrôle dans la wilaya en compagnie du directeur local du secteur, Abdelouahab Khelfaoui a fait état du respect par la majorité des commerçants du programme des permanences au premier jour de l'Aïd. Il a également indiqué avoir relevé, au cours de ses visites aux espaces et locaux commerciaux et aux boulangeries de la wilaya, "le souci des commerçants à fournir services et produits à leurs clients et leur engagement à assurer la permanence durant cette occasion religieuse".

BOUMERDES

Raccordement du parc industriel de Larbaâatche aux réseaux de gaz et d'électricité

Le parc industriel national de Larbaâatche, à l'Ouest de Boumerdes, a bénéficié d'un raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, suite au parachèvement de tous les travaux y afférents, dimanche, auprès d'un responsable de cette société. "Le raccordement de cette zone industrielle vitale au réseau électrique et gazier a été réalisé

dans les délais fixés, pour une enveloppe globale de 954 millions DA", a indiqué, à l'APS, le directeur local de la société de distribution de l'électricité et du gaz, Said Mansour. La première étape de ce projet a porté sur le raccordement et l'approvisionnement externe de cette zone en gaz et électricité à travers la réalisation de quatre (4) départs électriques d'une ca-

pacité de 30 kv, à partir des deux postes principaux des communes d'Ouled Moussa et de Khemis El Khechna, en plus de la réalisation d'un poste de distribution publique de gaz, a-t-il ajouté. La 2e étape a vu l'approvisionnement interne de la zone en électricité à travers la réalisation d'un réseau de distribution de 34 km de long, outre 15 km de ré-

seau de distribution de gaz, selon la même source. Lancé en réalisation en 2012 et géré par l'Agence nationale intermédiaire et de régulation foncière (ANIREF), ce parc industriel s'étend sur une superficie de près de 137 ha divisée en neuf sous-zones, réparties en 258 lots fonciers. Chaque zone est consacrée à une spécialité d'investissement spécifique.

Plus de 200 lots ont été affectés, à ce jour, au profit de 150 projets d'investissement, dont 126 investisseurs ayant obtenu leurs contrats de concession et 62 autres le permis de construction. L'entrée en service des projets d'investissement programmés au niveau de ce parc national est de nature à contribuer à la création de plus de 25.000 emplois, entre permanents et provisoires.

TÉBESSA

Lancement précoce de la campagne de moisson-battage

La campagne de moisson-battage de la saison 2023-2024 a été lancée dans la localité de "Djarech" dans la commune de Ferkane (160 km à l'extrême Sud de Tébessa). Le wali, Saïd Khelil accompagné des autorités locales et en présence de dizaines d'agriculteurs a donné le coup d'envoi de la campagne lancée "précocement" dans la partie Sud de la wilaya connue pour sa production abondante de céréales. Sur site, le directeur des services

agricoles (DSA), Mokhtar Merzoug, a déclaré que la récolte de céréales diverses attendue cette saison dans la wilaya dépassera les 400.000 quintaux, contre une récolte de 240.000 quintaux la saison précédente. Le même responsable a rappelé que la superficie emblavée a dépassé les 124.000 hectares, tandis que la surface à moissonner sera de 37.000 hectares qui représentent la surface irriguée, précisant que le rendement moyen à

l'hectare dans la wilaya sera de 15 quintaux alors que dans la partie Sud ce rendement sera de 50 quintaux à l'hectare. De son côté, le directeur de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Tébessa, Toufik Athamena, a fait état de la mobilisation de 34 moissonneuses-batteuses, 18 tracteurs et plusieurs dizaines de camions de transport pour assurer le succès de la campagne ainsi que de multiples points de stockage à travers les com-

munes totalisant une capacité de plus de 2 millions quintaux. Après avoir écouté les préoccupations des agriculteurs relatives notamment aux autorisations de fonçage de puits et au transport des récoltes, le wali a donné des instructions pour accorder les autorisations de fonçage aux agriculteurs remplissant les conditions requises et mobiliser un plus grand nombre de camions pour le transport de la production vers les points de stockage.

FRANCE, ETATS-UNIS

Le mythe du décrochage

Il est facile d'afficher des chiffres qui montrent un écart béant entre les richesses créées aux Etats-Unis et en Europe ou en France. L'essentiel de cet écart vient pourtant de causes qui ne reflètent pas l'état réel de l'économie.

Par Jean-Marc Vittori

« **T**hérese, c'est une catastrophe ! » En écoutant ceux qui comparent les performances économiques des deux côtés de l'Atlantique, on a parfois l'impression d'entendre cette réplique culte du film « Le père Noël est une ordure ». Ici, on apprend que la richesse par habitant est inférieure en France de 40 % à celle des Etats-Unis alors qu'elle était identique il y a quarante ans. Là, on découvre que le PIB américain dépasse de 80 % le PIB européen tandis que les deux étaient voisins quinze ans plus tôt.

Chiffres manipulés

Ces chiffres sont bien sûr exacts, ou à peu près. Ils sont aussi manipulés en mélangeant, au-delà des écarts de richesse, variations de prix, de taux de change, parfois de population, sur des périodes déterminées. Avant de sombrer dans le désespoir, tentons d'y voir clair avec les derniers chiffres publiés par le Fonds monétaire international sur les Etats-Unis et la France, qui démarrent en 1980. Commençons par la mesure la plus large : le produit intérieur brut, en dollars, sur longue période. De 1980 à 2024, il a été pratiquement multiplié par 10 aux Etats-Unis, deux fois plus qu'en France. On le disait, Thérèse, c'est une catastrophe.

Sauf que ces données sont en valeur, alors que les prix n'ont pas augmenté au même rythme dans les deux pays. Pour comparer, il vaut mieux déduire l'inflation pour examiner les quantités réellement produites. Ce volume a été multiplié par trois aux Etats-Unis et par deux en France (les amoureux des chiffres précis trouveront les graphiques sur sechos.fr/idees-debats).

Deux fois plus... ou un cinquième de plus ?

En réalité, la production américaine a donc progressé moitié plus vite que la production française. Sans oublier que le nombre d'habitants n'a pas progressé au même rythme. Si la fécondité est du même ordre dans les deux pays, les Etats-Unis restent un pays d'immigration. En quarante-quatre ans, la population y a progressé de moitié contre seulement un quart en France. En volume, le PIB par tête a donc augmenté de 70 % en France et de 110 % aux Etats-Unis. La surperformance américaine est d'un sixième (le PIB par tête en volume a été multiplié par 1,7 en France et 2,1 aux Etats Unis) et non pas de moitié – et encore moins de un à deux comme le montrait la comparaison de départ. Et comme les Français ont une préférence collective pour les loisirs plus grande que les Américains, ils ont davantage réduit leur durée de travail. Résultat : en comparant les hausses du PIB en volume par heure de travail depuis 1980, la France passe à... 98 % des Etats Unis. « Tout n'est pas tout noir, vous savez... y a beaucoup de gris » (autre ré-

plique du « Père Noël »).

0 % ou 34 % ?

Prenons un autre exemple, sur le niveau de vie. Il y a quelques mois, le député LR Philippe Juvin expliquait que le PIB par habitant était quasiment le même en France et aux Etats-Unis il y a quarante ans. « Aujourd'hui, la France, c'est 40 % de moins. » Reprenons les chiffres. En 2023, le PIB par habitant était de 46.000 dollars en France et de 80.000 dollars aux Etats-Unis. Soit un niveau français inférieur de 42 % au niveau américain, presque le chiffre de Juvin. Voyons maintenant ce qu'il en était quarante ans plus tôt, en 1983. Ô surprise : l'écart était déjà... de 34 % !

Un détail qui change tout

En découvrant ce chiffre, « j'étais à deux doigts de m'agacer », comme dit l'inoubliable présidente de l'association SOS Détresse Amitié dans le film déjà cité. Faut-il jeter la pierre au député imprécis ? Inutile d'en venir à cette extrémité, car il a raison... en prenant comme point de départ non pas 1983, mais 1980. Un détail qui change tout : cette année-là, les niveaux de vie étaient quasiment identiques dans les deux pays (la France était même un peu au-dessus). Pour l'essentiel, la dégradation a donc eu lieu non récemment, mais près d'un demi-siècle plus tôt. Et elle vient largement du taux de change. En 1980, le dollar était trop faible, gangrené par l'inflation, tandis que la valeur du franc était portée

par le corset monétaire européen. Trois ans plus tard, le billet vert avait été dopé par un pic de taux d'intérêt à 20 % tandis que le franc avait subi trois dévaluations. En prenant comme point de départ la crise de 2008, les comparaisons reflètent aussi beaucoup les fluctuations des devises.

C'est c'làaa, oui oui oui...

Pour comparer les niveaux de vie, il est préférable de calculer un taux de change égalisant les pouvoirs d'achat (les économistes parlent de « parité de pouvoir d'achat »). Avec cette mesure du FMI, le niveau de vie français est aujourd'hui de 73 % du niveau de vie américain. Il était de 86 % en 1983 (et aussi en 1980). Il y a donc bien dégradation, et il faut agir. Mais ce n'est pas la catastrophe souvent décriée. Des estimations de « PIB ressenti », qui agrègent au PIB des indicateurs de répartition et de bien-être, montrent au contraire que la France a fait mieux que les Etats-Unis ces dernières décennies. La prochaine fois qu'on vous parlera d'un dramatique décrochage français au long cours, vous pourrez répondre « C'est c'làaa, oui... », tout en admettant que la comparaison sur les dernières années pose de sérieuses questions. Et si vous désespérez malgré tout, pensez à une dernière citation du film de Jean-Marie Poiré : « Attendez de toucher le fond et là, un bon coup de talon et vous remontez. »

Source : Les Echos

La dette, un débat bien naïf

Le déficit public 2023, qui s'établit désormais à 5,5 % du PIB, n'est pas un accident de parcours. C'est au contraire le produit d'une dérive budgétaire ancienne, accentuée par le laxisme des dernières années. Résultat des années « quoi qu'il en coûte » : nous n'avons aucune marge de manœuvre pour faire face à des besoins urgents en santé, éducation, recherche, et défense. L'erreur commise par de nombreux commentateurs, c'est d'approcher les finances publiques de manière purement technocratique, d'ignorer les contraintes politiques qui structurent la dynamique de la dette. Dans le monde idéal, celui du « planificateur bienveillant et rationnel » des économistes, le niveau du déficit public est déterminé optimalement pour préserver les marges de manœuvre en cas de crise future. L'Etat est ainsi en déficit en période de ralentissement et en excédent en haut de cycle. Dans ce monde idéal, le Pacte de stabilité européen, avec son seuil de déficit maximal à 3 %, est une

idée idiote. On peut accepter un déficit temporaire, même élevé, pour investir dans la croissance de long terme. L'Etat oriente son action vers les priorités du moment en maintenant un ratio dette sur PIB stable en moyenne.

Economie politique

Mais dans le monde réel, celui de l'économie politique, ces beaux raisonnements sont erronés. Pour commencer, il faut admettre la raison pour laquelle la dette et le déficit ne cessent de dérapier. Dans les pays où la culture de responsabilité budgétaire n'est pas ancrée dans l'électorat, il est rationnel pour les gouvernements de maximiser les dépenses : cela les rend populaires et contraindra les actions de l'opposition en cas d'alternance. Le débat sur la dette n'a donc lieu que lorsqu'on s'approche de la falaise, comme aujourd'hui, où la situation est suffisamment critique pour que l'électorat l'admette. La France doit dégager

des marges de manœuvre budgétaires pour être en mesure de réagir aux crises multiples qui la guettent (pandémie, guerre, décrochage dans l'économie de la connaissance). Comment doit-elle procéder ? On entend souvent dire qu'il faut choisir quelques grandes priorités pour réduire le déficit plutôt que d'étaler l'effort. Ce n'est hélas pas compatible avec les contraintes politiques : les lobbys mis en péril existentiel feront tout leur possible pour bloquer les programmes d'économie, et les successeurs potentiels du gouvernement actuel leur promettent de défaire les réformes en échange de leur soutien.

Renouveler les institutions

Une autre idée est de dire que « ce n'est pas le moment » : plutôt que de casser la croissance, déjà fragile, on s'engage aujourd'hui sur des baisses futures de dépenses. Bien sûr, ce n'est pas une piste crédible. Comment croire que les

gouvernements futurs s'astreindront à des contraintes supplémentaires ? Chacun sait bien qu'ils reporteront eux aussi l'assainissement au futur. A ce stade, le seul package crédible est donc un effort partagé par tous, et immédiat, même au prix d'un ralentissement conjoncturel. C'est le coût de notre manque de crédibilité. A long terme, ce sont les institutions qui doivent être renouvelées. D'une part, une plus grande partie des dépenses et des taxes doit être décentralisée. Cela permettrait aux électeurs de mieux internaliser les arbitrages budgétaires, et de multiplier les explorations de nouvelles politiques. D'autre part, il faut donner au Parlement les moyens de faire des arbitrages informés. Par exemple, en dotant la commission des Finances d'une grosse équipe d'experts économiques, comme c'est le cas dans d'autres pays. Par Augustin Landier est professeur à HEC et David Thesmar est professeur au MIT

Source : Les Echos

EGYPTE

Orange confie à Ericsson sa transformation numérique et le renforcement de son réseau télécoms

Les opérateurs télécoms égyptiens multiplient les investissements dans la modernisation de leurs réseaux télécoms pour répondre à la demande croissante en connectivité à haut débit. En janvier dernier, l'opérateur historique Telecom Egypt a acquis la première licence 5G du pays à 150 millions \$.

L'opérateur de télécommunications Orange Egypt a choisi Ericsson pour accélérer sa transformation numérique et construire une architecture résiliente sur l'ensemble de son réseau. Un accord pluriannuel signé entre les deux parties a été dévoilé le lundi 8 avril dans un communiqué publié par la société technologique suédoise sur son site Internet.

« Les nouvelles capacités pourraient apporter une plus grande flexibilité aux clients d'Orange Egypt grâce à la numérisation et à la personnalisation du processus d'abonnement. Parallèlement à cette amélioration de l'expérience de service de l'abonné, les nouvelles technologies fourniront à Orange des données supplémentaires et une meilleure compréhension des préférences des clients, ce qui l'aidera à prendre des décisions concurrentielles en matière de tarification », a expliqué Ericsson.

Ce nouveau partenariat intervient alors que les opérateurs télécoms égyptiens cherchent à moderniser leurs réseaux télécoms respectifs dans un contexte de transformation numérique accélérée marquée par une demande sans cesse croissante en connectivité à haut débit. Orange prépare donc son réseau au déploiement de nouvelles technologies mobiles comme la 5G, ainsi que les applications qui y sont associées. Son concurrent Telecom Egypt a signé en février dernier un accord avec Huawei pour le déploiement commercial de la 5G.

Selon Ericsson, la collaboration permettra à Orange Egypt d'améliorer la qualité des services fournis aux consommateurs et de rationaliser l'écosystème des partenaires. Cela permettra également à la société télécoms d'améliorer sa position sur le marché télécoms national où il est en concurrence avec Telecom Egypt, Vodafone et Etisalat. La filiale égyptienne du groupe Orange pourrait également augmenter ses revenus en répondant plus efficacement à la croissante des consommateurs égyptiens en connectivité à haut débit.

MAURITANIE

Le Président effectue des visites surprises à l'Hôpital national

Le Président de la République M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a effectué des visites surprises à l'hôpital national et au centre neuro psychiatrique à Nouakchott pour s'enquérir de l'état des patients de ses structures sanitaires, les soutenir et les reconforter en ce jour de l'Aïd el-Fitr.

Le Président de la République a veillé à ce que ces visites soient spontanées et soudaines compte tenu de leur caractère humanitaire.

A cette occasion il a apporté une aide financière à des dizaines de malades.

Il est à noter que ce n'est pas la première fois que le Président de la République effectue de telles visites surprises, loin des projecteurs et en l'absence totale de la couverture médiatique habituelle.

Le Président de la République était accompagné du ministre chargé de cabinet du Président de la République, Moctar Ould Djay, de la ministre de la Santé, Naha Mint Hamdi Ould Mouknass, et du directeur général du protocole d'Etat, El Hacem Ould Ahmed.

RÉFORME DU CODE DES CHANGES ET IMPACT SUR LES IDE ET LES PME EN TUNISIE

Favoriser un environnement d'investissement plus libre et transparent

«A long terme, la réforme du code des changes pourrait contribuer à un changement structurel dans l'économie tunisienne. Avec une plus grande liberté de mouvement des capitaux, la Tunisie pourrait devenir un hub régional attractif pour les investissements, favorisant ainsi le développement économique et la création d'emplois». C'est ce que révèle Mohamed Adem Mokrani, avocat en droit des affaires et consultant économique.

La refonte du code des changes en Tunisie, un projet fortement anticipé, est susceptible d'avoir des effets considérables et durables sur les flux de capitaux et les investissements étrangers dans le pays. À court terme, l'annonce d'une telle réforme pourrait immédiatement stimuler la confiance des investisseurs, ce qui se traduirait par une augmentation des investissements étrangers. Dans ce contexte, Mohamed Adem Mokrani, avocat en droit des affaires et consultant économique, a révélé que les investisseurs seraient encouragés par la perspective d'un environnement réglementaire plus libéral et transparent, essentiel pour réduire les risques et améliorer le retour sur investissement. La simplification des règles liées aux transactions en devises faciliterait les investissements directs étrangers, en particulier dans des secteurs clés tels que l'immobilier, le tourisme, l'énergie et la technologie.

Se développer, innover et exporter davantage

A long terme, cette réforme pourrait contribuer à un changement structu-



rel dans l'économie tunisienne. Avec une plus grande liberté de mouvement des capitaux, la Tunisie pourrait devenir un hub régional attractif pour les investissements, favorisant ainsi le développement économique et la création d'emplois. Les entreprises tunisiennes, y compris les PME, bénéficieront de cet afflux de capitaux étrangers, leur permettant de se développer, d'innover et d'exporter davantage. Cette dynamique encouragerait à son tour une plus grande diversification de l'économie tunisienne, réduisant ainsi sa dépen-

dance à certains secteurs traditionnels et augmentant sa résilience face aux chocs économiques externes. Mokrani a souligné que la libéralisation progressive des échanges financiers pourrait également attirer des investisseurs institutionnels, tels que les fonds d'investissement et les fonds souverains, cherchant des opportunités dans des marchés émergents comme la Tunisie. Cette tendance serait soutenue par la stabilité et la prévisibilité accrues du cadre réglementaire tunisien, facteurs clés dans les décisions d'investissement à long terme. L'adoption de technologies financières modernes, telles que les cryptos actifs, positionne en outre la Tunisie comme un marché avant-gardiste dans la région «Mena», attirant les investisseurs intéressés par les économies numériques et innovantes. «Cependant, il est important de noter que ces changements positifs ne sont pas exempts de risques. La volatilité des taux de change et les pressions inflationnistes pourraient survenir si les réformes ne sont pas correctement gérées et accompagnées de mesures de soutien macroéconomique adéquates.

ARABIE SAOUDITE

La croissance de l'activité non pétrolière se poursuit

L'indice des directeurs d'achat* (PMI) de Riyadh Bank a rebondi en février à 57,2 (contre 55,4 en janvier). Selon le rapport, ce rebond reflète la croissance continue des activités non pétrolières dans le royaume, qui ont enregistré une croissance de 4,6 % selon les estimations de la GASTAT. Les entreprises non pétrolières du pays ont signalé une amélioration de la dynamique de croissance en février, l'activité commerciale ayant augmenté au rythme le plus rapide depuis cinq mois, après un effondrement à son plus bas niveau depuis deux ans en janvier. La croissance des nouvelles commandes s'est également accélérée

et a entraîné une plus forte augmentation de l'emploi, mais les pressions concurrentielles ont continué à entraver la demande et les décisions en matière de prix. Les attentes concernant l'activité future ont également été soutenues, tandis que les chaînes d'approvisionnement sont restées en bonne santé et ont soutenu une augmentation marquée des stocks. Les investissements greenfield entrants en Arabie saoudite ont augmenté de 110 % en 2023. Selon un rapport de la banque Emirates NBD, ils se sont élevés 28,9 Md USD, dépassant ainsi le récent pic de 2018 (17,6 Md USD), mais encore en dessous du record de 2008

(34,3 Md USD). Les investissements chinois se sont élevés à 16,8 Md USD, contre 1,5 Md USD en 2022, et ont ainsi représenté 58 % des entrées de capitaux. La ville de Riyadh a capté la plus large part (8,2 Md USD soit 28%), suivi par Ras Al Khair (4,2 Md USD) et Dammam (772 M USD). Aramco attribue à Samsung, GS et Nesma des contrats EPC d'une valeur de 7,7 Md USD pour son usine de gaz de Fadhili. Le géant énergétique saoudien Aramco a attribué des contrats d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) pour l'expansion de son usine de gaz de Fadhili dans l'Est du pays.

GHANA

La NBA dénonce l’approbation de nouvelles semences OGM sur le marché

En Afrique de l’Ouest, plusieurs pays ont élaboré un cadre juridique favorable aux biotechnologies. Si plusieurs institutions sont ainsi à l’œuvre pour accélérer d’adoption de nouvelles cultures issues du génie génétique, le débat autour de cette technologie est encore loin d’être terminé.

Au Ghana, le feu vert fin février de l’Autorité nationale de biosécurité (NBA) pour la commercialisation de 14 produits OGM pour l’alimentation humaine et animale ainsi que les besoins industriels (6 variétés de soja et 8 variétés de maïs) crée des remous. Dans un communiqué daté du 9 avril et consulté par l’Agence Ecofin, Association des paysans du Ghana (PFAG) a émis de fortes critiques contre cette démarche quelle considère comme problématique pour l’ensemble du secteur agricole ghanéen. Selon l’organisation, il s’agit d’abord d’une contradiction de la part du gouvernement qui par la voix du précédent ministre de l’Agriculture avait indiqué que le pays « pouvait compter sur ses chercheurs pour développer des variétés résistantes et à haut rendement et n’avait pas besoin par conséquent d’OGM sur les 100 prochaines années ». Du point de vue de l’intérêt de ces nouvelles cultures pour la sécurité alimentaire, la PFAG a exprimé son incompréhension. En effet, la structure faitière estime que les producteurs ghanéens n’ont pas attendu les OGM pour investir dans leurs fermes et produire dans l’optique de satisfaire les besoins locaux malgré les nombreux défis liés à la commercialisation. « En 2023, les exploitants ghanéens ont réussi sans l’aide du gouvernement à produire assez

de céréales, des tubercules et les légumes qui sont à la recherche de débouchés. Les efforts du gouvernement pour aider à l’accès aux marchés ont échoué actuellement et les producteurs de riz et de maïs dépendent des Burkinabè et des Togolais pour leur écoulement. Si nous pouvons produire autant avec nos variétés locales, pourquoi cet attrait pour les semences de laboratoires qui viennent avec leurs lots de conséquences négatives sur la santé, l’économie et l’environnement », dénonce Wepia Addo Adugwala, président du groupement. Plus globalement, l’organisation estime que les nouvelles cultures représentent une menace pour la diversité variétale et le système actuel où les producteurs s’approvisionnent en semences via des prélèvements sur les précédentes récoltes ou des achats auprès des sélectionneurs locaux. Face à cette approbation qui selon elle, « marque le début de la perte de contrôle par le Ghana de son système agricole indigène au profit d’une poignée de multinationales », la PFAG a appelé le gouvernement à jouer la carte de la transparence et les producteurs à ne pas utiliser les nouvelles semences. « L’Association demande une réponse immédiate et une assurance de la part du ministère de l’Alimentation et de l’Agriculture (MoFA) que les intrants qui seront fournis dans le ca-

dre de la seconde phase du programme PFJ (Planting for Food and Jobs) n’inclura pas des semences OGM. Nous appelons tous nos membres à rejeter toute semence OGM qui sera fournie par une compagnie, un individu ou le gouvernement. De plus nous exhortons la NBA à divulguer le processus et les procédures de validation de ces autorisations y compris les étiquettes nécessaires pour ces variétés aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs », peut-on lire dans le communiqué. Il faut noter qu’à contrario de la PFAG, certains acteurs du marché voient cette nouvelle approbation qui a été faite 4 mois plus tard que prévu comme un développement positif pour le secteur ghanéen des biotechnologies qui rivalise avec celui du Nigéria dans la sous-région. En juin 2022, l’ex-Gold Coast a été le second pays de la zone après le géant ouest-africain à adopter le niébé génétiquement modifié afin de lutter contre le foreur de gousses « Maruca vitrata » qui peut réduire les rendements de 20 à 80 % selon la sévérité des attaques. Après cette approbation, la BNA avait aussi donné son feu vert pour l’importation par Bayer South Africa de deux variétés de soja et une variété de maïs transgéniques uniquement pour les besoins de l’alimentation humaine et animale.

GUINÉE-BISSAU

Le gouvernement veut mettre un terme à la subvention pour les prix du riz

Le riz est l’une des principales denrées de base pour les populations en Afrique de l’Ouest. Dans la sous-région, la Guinée-Bissau affiche l’un des plus grands niveaux de consommation de la céréale par habitant, avec plus de 100 kg par an. En Guinée-Bissau, le gouvernement envisage de supprimer la subvention des prix d’achat à la consommation du riz sur le

marché local. C’est ce qu’a révélé Lassana Fati, directeur général des affaires extérieures au ministère du Commerce et de l’Industrie, le 8 avril. La mesure en vigueur depuis août 2023 a permis de faire baisser de 22 % à 17 500 Fcfa (28,5 \$) le prix d’achat du sac de 50 kg de riz brisé 100 % et de 6,3 % à 22 500 francs CFA (36,7 \$) le tarif du sac de 50 kg du riz brisé à 5 %.

Selon le responsable, cette politique représente un fardeau financier important pour les caisses publiques. D’après les données officielles, une enveloppe de 4 milliards de francs CFA (6,6 millions \$) a été déjà déboursée dans ce cadre. « Le gouvernement n’arrive plus à supporter le coût de cette subvention qui asphyxie le trésor public. Le

Fonds Monétaire International nous avait déjà prévenus sur un risque de déséquilibre de la masse salariale lié à cette initiative », a précisé le responsable. Si la décision de suppression des subventions venait à être confirmée, cela aurait pour conséquence une réduction de l’accessibilité économique aux populations les plus vulnérables.

EN 2023

Le montant officiel de l’aide publique au développement à destination de l’Afrique a grimpé à 42 milliards \$ (+2%)

D’après le nouveau rapport de l’OCDE, l’aide publique au développement (APD) en faveur de l’Afrique a augmenté en 2023 de 2% par rapport à 2022. Pas grâce à la France qui consacrait au continent 36% de son aide en 2021 et qui a vu son APD globale baisser de 11% en 2023. L’aide publique au développement (APD) à destination de l’Afrique a augmenté à 42 milliards \$ en 2023. C’est ce qui ressort des données préliminaires sur l’aide officielle au développement, octroyée par les pays membres du comité d’aide au développement de l’OCDE, publiées ce jeudi 11 avril

2024. Ce montant représente une hausse de 2% par rapport aux chiffres de 2022 précise le rapport. A nouveau, c’est l’Afrique subsaharienne qui concentre la plus grande part de cette aide avec 36 milliards \$ représentant une hausse de 5% en termes réels. Cette augmentation de l’aide captée par le continent s’inscrit dans un contexte plus global de hausse, nous apprend le rapport. En effet, l’aide publique totale au développement des pays membres du Comité d’aide au développement est estimée à 223,7 milliards de dollars. Par

rapport à 2022, cela représente une hausse de 1,8% en termes réels, soit la cinquième année consécutive de hausse. « L’aide humanitaire a augmenté de 4,8 % en 2023 et s’est élevée à 25,9 milliards USD. Les contributions aux budgets de base des organisations internationales ont augmenté de 4,0 %, en partie sous l’effet des contributions à la Banque mondiale » précise le document. Et d’ajouter : « L’APD bilatérale nette pour les programmes et projets et l’assistance technique (à l’exclusion des réfugiés et de l’aide humanitaire des donateurs) a diminué de 1,5 % en termes réels, en

partie à cause de la baisse des niveaux de prêts. Les dons nets au titre de l’allègement de la dette sont restés à un faible niveau, à 41 millions d’USD ». Notons que les USA, l’Allemagne et le Japon constituent le top 3 des principaux donateurs. La France qui se situe à la cinquième position de ce classement, et qui est l’un des principaux bailleurs de Fonds de l’Afrique (36% de l’APD bilatérale consacrée au continent en 2021), a vu le montant de son aide globale baisser. Celle-ci a chuté de 11% en 2023 par rapport à 2022, principalement en raison de la baisse des aides bilatérales.

COBALT

La RDC envisage l’introduction de quotas d’exportation pour augmenter les prix

Les responsables congolais sont divisés sur l’opportunité d’introduire des restrictions à l’exportation, alors que les technologies de batteries de véhicules électriques sans cobalt se développent rapidement. La République démocratique du Congo (RDC) a demandé l’avis de plusieurs organisations industrielles internationales et organismes de recherche étrangers sur la possibilité d’introduire des quotas d’exportation de cobalt pour provoquer une remontée des prix de ce minerai critique, a rapporté Bloomberg ce jeudi 11 avril 2024, citant des sources proches du dossier. Lors d’un Conseil ministériel tenu en février, le président congolais Félix Tshisekedi avait demandé au Premier ministre de l’époque, Sama Lukonde, d’examiner « la nécessité d’introduire des quotas d’exportation ou toute autre mesure permettant d’obtenir un prix équitable pour le cobalt, en chargeant un organisme de régulation d’aider à concevoir des stratégies possibles », a-t-on précisé de même source. Les responsables congolais impliqués dans l’industrie minière sont cependant divisés sur l’opportunité d’introduire des restrictions à l’exportation, selon les sources citées par Bloomberg. Certains y voient une réponse nécessaire à l’offre excédentaire, tandis que d’autres craignent que cela ne rende le cobalt moins intéressant pour son utilisation dans les batteries alors que les batteries de véhicules électriques ne contenant pas ce minerai sont de plus en plus populaires. Les prix du cobalt ont chuté d’environ deux tiers depuis la mi-2022, en raison notamment d’une offre mondiale supérieure à la demande. La RDC accapare environ 70% de la production mondiale de cette matière.

MARCHÉS EUROPÉENS

Le pétrole et la géopolitique font trébucher l’Europe

Les marchés européens ont terminé mitigés vendredi alors que le pétrole avance, soutenu par les tensions géopolitiques.

À Paris, le CAC 40 a perdu 0,16% à 8.010,83 points, tandis que le Dax allemand reculait de 0,28% et le Footsie britannique progressait de 0,91%, soutenu par les secteurs de l’énergie et des matières premières. L’indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une baisse de 0,37%, contre une hausse de 0,13% pour le FTSEurofirst 300 et 0,06% pour le Stoxx 600. La hausse du cours du pétrole a fait pression sur les marchés actions, le baril touchant un plus haut depuis octobre au cours de la séance. Les opérateurs du marché pétrolier s’inquiètent des tensions au Moyen-Orient, alors que l’Iran a juré de se venger de la frappe contre son ambassade de Damas, attribuée à Israël. Les risques d’un choc géopolitique durant le week-end, période où les marchés sont clos, incite les opérateurs à se positionner avec prudence. Or, si un baril plus cher peut faire pression sur l’activité et compliquer les perspectives pour les entreprises, les marchés craignent surtout que le rebond du brut ne ravive les pressions inflationnistes, alors que la dynamique des prix a surpris cette semaine aux Etats-Unis et que les banques centrales se préparent à baisser leurs taux. La hausse plus générale du prix des matières premières inquiète les investisseurs: sur la séance de vendredi, le cuivre a touché un plus haut depuis juin 2022, l’argent a atteint un record en trois ans et l’or un plus haut historique, soutenu par la demande d’actifs

refuges. "Depuis le début du mois, l’indice Bloomberg Commodity Total Return est en hausse de 4,4%, avec des gains solides dans tous les secteurs", céréales exceptées, souligne Ole S. Hansen, responsable de la recherche sur les matières premières chez Saxo Bank. Les marchés se repositionnent par ailleurs, les investisseurs s’attendant à moins de baisses de taux de la Réserve fédérale qu’attendu en début d’année. "Cette semaine, les tendances observées la semaine dernière se sont poursuivies : hausse des rendements, élargissement des spreads, baisse des actions sur les marchés développés", constate Florian Ielpo, responsable de la recherche chez Lombard Odier IM. "Le principal moteur de ces mouvements a été la résurgence de craintes inflationnistes, ravivées une fois de plus par un rapport sur l’inflation qui s’est avéré plus fort que prévu".

Pétrole
Le brut progresse, soutenu par les tensions géopolitiques, et touche sur la séance un plus haut en six mois. Le Brent se renforce de 1,28% à 90,89 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) avance de 1,49% à 86,29 dollars.

TAUX
Les rendements se sont nettement repliés de part et d’autre de l’Atlantique, les investis-

seurs réévaluant leurs anticipations de politique monétaire et achetant des actifs refuges. A la clôture des marchés de taux en Europe, le rendement du Treasury à dix ans cédait 6,3 pb à 4,5135%, contre 7,1 pb pour le taux à deux ans, à 4,8902%. Le rendement du dix ans allemand a reculé de 11,8 pb à 2,358%, tandis que celui du taux à deux ans a abandonné 11,2 pb à 2,858%.

A Wall Street
Wall Street décline, les marchés s’inquiétant de la persistance de l’inflation aux Etats-Unis et des tensions géopolitiques. A l’heure de la clôture en Europe, les échanges à la Bourse de New York indiquaient une baisse de 0,78% pour le Dow Jones, contre 0,98% pour le Standard & Poor’s 500, et 1,02% pour le Nasdaq Composite.

VALEURS
La hausse du pétrole a soutenu les valeurs liées à l’énergie, le secteur des matières premières s’étant hissé de 2,38%. TotalEnergies

a pris 2,05%, Engie 1,7%, BP a avancé de 3,673% et Shell de 3,01%. Le secteur des matières premières a progressé de 2,42%, alors que les prix des ressources de base poursuivent leur progression. Glencore a notamment gagné 5,10%, l’une des meilleures performances du Stoxx 600. Société Générale a avancé de 2,1% après avoir annoncé vendredi la conclusion d’un accord avec le conglomérat marocain Groupe Saham pour la vente de deux de ses filiales dans le pays, dans le cadre d’une transaction estimée à 745 millions d’euros. **CHANGES**
Le dollar se renforce et se dirige vers sa meilleure performance hebdomadaire depuis septembre 2022, tandis que l’or touche un record, les deux actifs profitant de la demande d’actifs refuge. Le dollar prend 0,62% face à un panier de devises de référence, tandis que l’euro cède 0,74% à 1,0645 dollar. La livre sterling se replie de 0,76% à 1,2455 dollar. L’or se hisse de 0,74% à 2.390,89 dollars l’once, après avoir touché un record de 2.431,29 dollars.

La Bourse de Tokyo ouvre en rebond

La Bourse de Tokyo démarrait en hausse vendredi 12 avril, apaisée après un nouvel indicateur d’inflation aux Etats-Unis plus favorable que celui qui l’avait tourmentée jeudi, et qui tirait les valeurs technologiques japonaises vers le haut. L’indice vedette Nikkei reprenait 0,51% à 39.643,57 points vers 00h40 GMT et l’indice élargi Topix gagnait 0,55% à 2.761,98 points. Après la mauvaise surprise de l’indice des prix à la consommation CPI aux Etats-Unis, qui a accéléré plus que prévu en mars, les investisseurs étaient soulagés par l’indice des prix à la production (PPI), plus faible qu’anticipé (+0,2% sur un mois en mars). Cela a notamment profité jeudi à l’indice new-yorkais Nasdaq et à ses valeurs technologiques, très sensibles aux spéculations sur l’évolution des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Fast Retailing décroît

L’action Fast Retailing décrochait de 4,19% vers 00h40 GMT. Le géant japonais du prêt-à-porter a annoncé jeudi après Bourse des résultats semestriels «record» tirés notamment par sa marque Uniqlo à l’international, mais ses

performances au deuxième trimestre ont été inférieures aux attentes du marché et le groupe n’a relevé qu’à la marge sa prévision de bénéfice net annuel.

Le yen reste groggy face au dollar

Le dollar se négociait pour 153,18 yens vers 00h30 GMT, à peine moins haut que jeudi à 21h00 GMT (153,27 yens). Le yen a atteint cette semaine de nouveaux plus bas depuis 1990 face au billet vert, à cause des spéculations sur un potentiel report des baisses de taux de la Fed devant une inflation américaine toujours tenace. Si la chute brutale du yen continue, le Japon pourrait de nouveau intervenir sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie, comme il l’avait fait à trois reprises à l’automne 2022. La monnaie européenne reculait à 164,27 yens, contre 164,40 yens jeudi, mais était stable face au dollar, à un euro pour 1,0725 dollar. Le marché du pétrole était en hausse: le baril de WTI américain gagnait 0,49% à 85,44 dollars vers 00h30 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,38% à 90,08 dollars.

La Bourse de Londres clôture proche de son record, dopée par la croissance

Le FTSE 100, principal indice de la Bourse de Londres, a terminé vendredi en hausse de 0,91% à 7995,58 points, après une séance à frôler, sans l’atteindre, son record historique, dopé par des informations positives sur la croissance britannique. Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a progressé de 0,1% sur un mois en février, selon des chiffres officiels publiés vendredi matin, qui renforcent l’espoir que le pays soit sorti de la récession où il était tombé au deuxième semestre de l’an dernier. L’économie britannique avait repris

de l’élan en janvier avec une croissance de 0,3% sur un mois - un chiffre révisé vendredi légèrement à la hausse par l’Office national des statistiques (ONS) dans son bulletin mensuel sur la croissance. Le record absolu du FTSE 100 en séance, à 8047,06 points, date du 16 février 2023. La clôture la plus élevée date elle du 20 février 2023, à 8014,31 points. «Le FTSE 100 a été sur le point de battre un record absolu en séance avant un recul frustrant dans les échanges de l’après-midi», a commenté Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown.

L’indice retrouve son élan mais reste à la traîne par rapport à ses pairs européens L’indice «a retrouvé son élan, alors que les perspectives se sont améliorées pour l’économie britannique, tandis que les tensions géopolitiques ont fait grimper les prix des matières premières, stimulant les sociétés minières et les géants de l’énergie», a-t-elle ajouté. Les plus fortes progressions ont ainsi été enregistrées par les groupes miniers Fresnillo (+7,61% à 622,50 pence), Glencore (+5,10% à 485,70 pence) ou Anglo American (+3,67% 2.201,50 pence). Le FTSE reste ce-

pendant à la traîne par rapport à ses pairs européens, notamment les places de Paris et Francfort, qui ont retrouvé depuis longtemps leurs niveaux de début 2023 et avaient enchaîné les records fin mars, dopées par les perspectives de baisses de taux. «Les investisseurs sont heureux que l’économie (britannique) progresse, même si elle avance à pas de tortue. Mieux vaut une certaine croissance que pas de croissance du tout», avait plus tôt avancé Russ Mould, analyste chez AJ Bell. Russ Mould notait que les constructeurs immobiliers ou certains distri-

buteurs ont aussi profité de cet enthousiasme, «les investisseurs estimant qu’une économie plus forte renforcera la confiance des consommateurs». Deux trimestres de contraction économique d’affilée sont généralement considérés par les économistes comme la définition d’une récession dite «technique». Il faudra donc attendre les chiffres trimestriels de mars pour savoir si le Royaume-Uni est bien sorti de la récession en début d’année. Son PIB avait reculé de 0,3% au quatrième trimestre 2023, après avoir baissé de 0,1% au troisième.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Avril 2024 Valeur : 11 Avril 2024					
P	BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4290	134.4440
1	EUR	EURO		145.9092	145.9390
1	GBP	POUND STERLING		170.0342	170.1177
100	JPY	JAPANESE YEN		88.4751	88.5024
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5835	18.5858
1	CHF	SWISS FRANC		148.5239	148.6062
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.9759	99.0161
1	DKK	DANISH KRONE		19.5621	19.5672
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7309	12.7341
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6089	12.6135
1	AED	UAE DIRHAM		36.6022	36.6163
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8382	35.8441
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.0254	437.3585
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8629	43.2937
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3912	13.3927
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6825	27.8243
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5395	3.5399
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2057	178.2057

EUROPE

Pourquoi la Banque Centrale Européenne ne baisse toujours pas ses taux

La BCE patiente. Sans surprise, la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux inchangés, au plus haut niveau depuis la création de l'euro, a annoncé sa présidente Christine Lagarde, jeudi 11 avril. Elle a néanmoins ouvert la porte à une baisse lors de la prochaine réunion en juin.

Pourtant, dès aujourd'hui, les voyants sont au vert. Après une hausse historique de ses taux pour juguler l'inflation, la mission de la Banque centrale est remplie. La hausse des prix a été ralentie à 2,4% dans la zone euro en mars (en glissement sur un an), soit 0,2 point de moins par rapport à février. L'inflation baisse même plus rapidement que prévu, et se rapproche de l'objectif de 2% à moyen terme. "L'inflation devrait fluctuer autour de ses niveaux actuels dans les prochains mois, avant de décliner vers sa cible l'an prochain", a précisé Christine Lagarde. Mais revers de la médaille, l'économie ralentit. Le loyer élevé de l'argent a pesé sur la demande et les investissements, au risque d'asphyxier l'activité économique. Le taux de dépôt, qui fait référence, campe à 4% et cette politique monétaire se traduit en zone euro par une croissance atone. D'autant que les coupes budgétaires, en France par exemple, devraient venir miner encore la demande et donc l'activité. "La croissance est globalement faible dans la zone euro, mais elle est peu volatile", nuance l'économiste Christopher Dembik, qui ne voit pas de risque de récession. Baisser les taux pourrait permettre de stimuler l'activité économique. Pourtant, la BCE prend son temps. Cette prudence est-

elle excessive? "Honnêtement, elle aurait pu baisser dès le mois de mars si elle l'avait souhaité", assure Christopher Dembik.

Inflation, salaires... "Aucun nuage majeur à l'horizon"

Selon l'économiste, la hausse des prix est maîtrisée et les indicateurs sont positifs. Même pour l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire la hausse des prix sans les éléments volatils que sont l'alimentation ou l'énergie, la tendance est à la baisse. "L'inflation sous-jacente donne une indication sur une possible inflation plus structurelle et plus durable, mais ça ne semble pas être le cas", se réjouit Christopher Dembik. En plus de la hausse des prix, la BCE surveille de près le coût de l'énergie. "Le prix du baril a augmenté ces derniers jours, mais a priori ça ne va pas changer le cours de l'inflation", prédit l'économiste. La BCE garde aussi un œil sur les hausses de salaire. Avec des salaires qui augmentent (en réaction à l'inflation), les chefs d'entreprise auraient pu répercuter la hausse du coût du travail sur leurs produits, grévant ainsi un peu plus le pouvoir d'achat et alimentant l'inflation. Mais cet effet de boucle prix-salaire n'a pas eu lieu, d'après Christopher Dembik. "Selon les derniers indicateurs, les hausses

de salaire sont revenues à la baisse, dans certains pays le décrochage est même assez rapide", détaille-t-il. "On peut considérer que le job a été fait, du côté des indicateurs, on a aucun nuage majeur à l'horizon", conclut l'économiste Christopher Dembik.

Mais alors, de quoi la BCE a-t-elle peur?

Si tout va bien, pourquoi la Banque centrale européenne patiente-t-elle? Premier élément de réponse, selon Christopher Dembik: la lenteur de l'institution. "On sait que dans la matrice de la BCE, on a toujours une prise de décision qui est collégiale avec une grande différenciation par pays, et donc qui est assez tardive." Autre explication, la Banque centrale ne veut surtout pas agir trop vite, et devoir faire machine arrière. La BCE demeure "dépendante aux données", a souligné Christine Lagarde. Voilà pourquoi elle ne devrait agir qu'à la fin du printemps, au plus tôt. D'autant que le mois de juin est une bonne date, selon Christopher Dembik, car il correspond à la mise à jour des projections économiques. "C'est toujours plus opportun parce qu'on a plus d'informations sur la situation, on a des données qui justifient le changement de politique monétaire", explique-t-il.

ETATS UNIS

Washington appelle à aider les pays en développement à financer leurs investissements

Les Etats-Unis ont appelé jeudi la communauté internationale à prendre "des mesures décisives et coordonnées" pour permettre aux pays à revenus faibles et moyens de financer leurs investissements en matière de développement durable notamment, malgré leurs niveaux élevés d'endettement. "Les pays à revenu faible ou intermédiaire engagés dans des objectifs ambitieux de développement et de durabilité (...) devraient pouvoir accéder au financement d'investissements productifs sans être confrontés au surendettement", a déclaré le sous-secrétaire au Trésor chargé des affaires internationales Jay Shambaugh, lors d'un discours à Washington.

"Défi générationnel"

Le responsable, membre de l'administration de Joe Biden, a également souligné que ces pays "devraient pouvoir investir dans leur développement durable

à un rythme plus rapide que ne le permettent les ressources intérieures actuelles, en tirant des flux financiers nets du reste du monde". "Trop souvent, nous assistons à des flux financiers nets en provenance de pays à revenu faible ou intermédiaire, le fardeau du remboursement de la dette dépassant les nouveaux financements", a-t-il détaillé. Cette question est, selon Jay Shambaugh, un "défi générationnel", qui "appelle la communauté internationale à intensifier ses efforts et à prendre des mesures décisives et coordonnées". "Nous disposons des outils nécessaires pour faire face au moment présent, mais nous devons les renforcer et les utiliser de manière beaucoup plus efficace", a-t-il souligné. Il a ainsi, entre autres, plaidé pour "un engagement de la part des créanciers bilatéraux officiels à agir en coordination" afin que les pays maintiennent leur propre financement "lorsque le FMI (Fonds monétaire inter-

national) et les banques multilatérales de développement soutiennent (leurs) réformes et plans d'investissement".

"Maintenir les flux privés"

Mais aussi à "aider les pays en développement fortement endettés sur les marchés extérieurs à maintenir les flux privés à des conditions abordables et sur des horizons plus longs". "Un certain nombre de pays font ce qu'il faut en matière de politiques macroéconomiques et de développement (...) mais sont confrontés à d'importants remboursements de dette au cours des 24 prochains mois. La communauté internationale doit veiller à ce que le système financier international soit là pour ces pays", a encore relevé Jay Shambaugh. Les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale se tiendront à Washington la semaine du 15 avril.

AUX TOURISTES QUI ONT DÛ FUIR LES INCENDIES EN 2023

La Grèce va offrir des vacances «gratuites»

Suite aux feux de forêt qui ont entraîné l'évacuation de l'île de Rhodes en juillet 2023, la Grèce a lancé un processus d'indemnisation sous la forme de bons allant jusqu'à 500 euros, auxquels 25.000 vacanciers sont éligibles. C'était une promesse du Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis. Neuf mois après les incendies qui ont ravagé l'île de Rhodes, en juillet 2023, les vacanciers à l'époque évacués vont pouvoir enfin obtenir une indemnisation, sous la forme de vacances "gratuites". "Le projet est opérationnel comme le Premier ministre l'avait promis", a déclaré au Guardian le secrétaire général du ministère grec du Tourisme, Myron Flouris. "Cela a été un processus très compliqué, notamment parce que je pense que nous sommes le premier pays au monde à faire cela", a-t-il ajouté. Le gouvernement a dû s'employer pour mettre sur pied ce dispositif, nécessitant une adaptation de la législation, rapporte le quotidien britannique. Dispositif pour les touristes ayant séjourné à l'hôtel Concrètement, les touristes qui avaient dû fuir l'île sous la menace des flammes vont pouvoir échanger des bons électroniques de 300 à 500 euros pour couvrir les frais d'hébergement d'un séjour d'une semaine à Rhodes. Une opération qui se déroule en deux temps, avec une première phase débutant cette semaine et allant jusqu'au 31 mai et une deuxième du 1er octobre au 15 novembre. Jusqu'à 25.000 vacanciers pourraient bénéficier de ces bons. "Toute personne séjournant dans les zones touchées par les incendies est éligible", a précisé Yannis Papavasiliou, président du syndicat des hôteliers de l'île, selon The Guardian. Déjà 5.000 touristes seraient inscrits sur le registre des bénéficiaires du programme. Tous les vacanciers présents sur l'île au moment des incendies ne pourront toutefois pas en profiter. Le dispositif concerne seulement ceux qui ont séjourné dans des hôtels évacués, et pas les touristes ayant opté pour une location de type Airbnb. Nombreux Britanniques concernés Les vacanciers doivent contacter directement l'office du tourisme grec, les autorités de Rhodes ou les hôteliers participants pour obtenir leurs bons, selon le voyageur Thomas Cook. Parmi les touristes évacués en juillet de l'année dernière, figuraient de très nombreux Britanniques, qui peuvent donc bénéficier d'un nouveau séjour gratuit ou à prix réduit à Rhodes. Reste à voir s'ils auront vraiment envie de retourner sur l'île, après avoir parfois dû marcher des heures l'an dernier sous des températures écrasantes pour échapper aux flammes.

PROBLÈME DE FIABILITÉ DU 1.2 PURETECH STELLANTIS

Ce qu'on ne voit pas encore mais qui pourrait coûter très cher !

Le moteur 1.2 PureTech cause bien du tort au groupe Stellantis. Et malgré la réaction du géant franco-italo-américain, les conséquences pourraient se faire sentir sur le long terme.

Le dernier vrai scandale du secteur automobile date de 2015, lorsque Volkswagen s'est fait prendre la main dans le sac pour avoir doté certaines de ses voitures d'un logiciel capable de détecter les phases de test lors de l'homologation et ainsi d'optimiser le fonctionnement du moteur juste le temps du test pour, in fine, diminuer la consommation de carburant et les rejets de polluants. D'ampleur mondiale et lourde, au bout du compte, de plusieurs milliards de dollars (amendes et réparations de préjudice pour les concernés), cette affaire ferait presque passer le dossier du 1.2 PureTech de Stellantis pour un petit fait divers. Il n'empêche, ce 3-cylindres commence à faire couler beaucoup d'encre.

Trop tard pour agir ?

Car il concerne aussi des centaines de milliers de Peugeot, Citroën, DS ou Opel à travers l'Europe. Quasiment 500 000 clients si l'on en croit le cabinet d'avocats qui gère l'action collective menée en France par presque 5 000 personnes.

Et il aura fallu justement des années de revendication, dans différents pays, pour que le groupe finisse par réagir au mois de mars 2024 et proposer une couverture étendue à 10 ans ou 175 000 km pour les modèles ayant suivi le plan d'entretien. Avant cela, il ne s'est agi que de traitements au cas par cas et souvent partiels concernant des travaux lourds sur des voitures faiblement kilométrées. Sorte de politique de l'autruche fort désagréable pour les clients



victimes du moteur essence au nom de code "EB2" dont la courroie de distribution, de mauvaise qualité, se désagrège, provoquant une obstruction de la pompe à vide de freinage ou carrément la casse du moteur si la courroie se craquelle plus amplement. Dans le pire des cas, quelque 7 000 € sont nécessaires pour le remplacement du moteur.

Il était donc temps que Stellantis réagisse, même si la main tendue pourrait avoir trop tardé à venir. D'une certaine manière, le mal causé par ce PureTech

est fait et les marques du géant franco-italo-américain pourraient payer pendant longtemps les pots cassés. D'abord, les réseaux de concessionnaires sont en première ligne face à des clients logiquement mécontents qui ont d'abord fait face à un refus de prise en charge. Qui plus est, malgré la garantie étendue, Stellantis demande la réparation des moteurs plutôt que le changement, ce qui implique un surcroît de personnel à gérer dans les ateliers sans franchement parvenir à éviter les embouteillages.

Des conséquences à long terme aussi

Surtout, voilà désormais des centaines de milliers de clients mécontents qui ne manqueront pas de faire fuir de potentiels futurs acquéreurs de modèles Stellantis en faisant simplement état de leur déconvenue. Certes, une nouvelle courroie a été mise en place sur certains moteurs tandis que les nouvelles versions hybrides de 136 ch ont carrément troqué la courroie contre une chaîne, mais pour les premiers, comment savoir si la nouvelle courroie sera effectivement plus résistante ? Par ailleurs, se pose aussi la problématique de l'achat en occasion. A prix et gabarit identiques, combien de fuites vers d'autres marques pour échapper au 1.2 PureTech défaillant qui n'aura pas forcément été réparé et qui ne pourra pas être prise en charge par Stellantis si la voiture n'a pas suivi scrupuleusement le plan d'entretien ?

Comment recommander sereinement l'achat de ce moteur ? C'est en fait la seconde vie de toutes les unités produites jusqu'en août 2018 qui est en jeu. Et autant de perte pour les marques du groupe Stellantis qui ratent l'occasion de faire rentrer dans leur giron de nouveaux clients potentiels par l'intermédiaire de l'achat d'occasion. Plus largement, l'image du groupe, concepteur d'un moteur objectivement défectueux et auteur d'une gestion critiquable, est écornée. Au-delà des actuels mécontents, l'affaire du 1.2 PureTech pourrait donc porter préjudice aux marques du groupe Stellantis dans le temps long.

La nouvelle Lamborghini Huracan STJ (2024) enterre le fabuleux V10

Ultime version de la Huracan, la Lamborghini STJ signe la fin d'un des plus beaux moteurs du marché automobile.

Si vous aimez les voitures de rêve, le bruit du V10 Lamborghini doit forcément vous sembler familier. Né avec la Gallardo en 2003 et apparu sous le capot arrière de l'Audi R8 à partir de 2009, il existait jusqu'à présent sous celui de la Huracan et de la R8 de seconde génération. L'Allemande vient d'en finir avec sa production et l'Italienne vit ses derniers jours de carrière.

La Huracan STJ que vous pouvez admirer dans cet article restera à jamais la toute dernière déclinaison de la super-sportive italienne apparue en 2014. Elle se base, comme vous le devinez sans doute en observant sa carrosserie, sur la STO existant au catalogue depuis 2021 et représen-

tant le plus haut niveau de performances dans la gamme. Avec seulement quelques légères modifications par rapport à cette dernière : des flaps aérodynamiques en carbone ajoutés sur les côtés du bouclier avant, un aileron arrière plus incliné encore et des amortisseurs réglables à quatre voies, contrôlant des roues de 20 pouces inédites à écrou central. D'après Lamborghini, cette STJ roule améliorée le chrono de la Huracan STO de plus d'une seconde. Elle dispose aussi de pneus semi-slick Bridgestone Potenza Race améliorés.

Seulement 10 exemplaires

Reprenant le V10 atmosphérique de 5,2 litres de la STO développant 640 chevaux, la STJ se limitera à 10 exemplaires avec un prix de base très probablement au-dessus des 300 000 €. Après elle, Lam-



borghini abandonnera définitivement ce fabuleux moteur qui n'appartiendra plus qu'au passé. La remplaçante de la Huracan, qui s'appellera Teme-

rario d'après les derniers bruits de couloir, s'équipera d'un V8 suralimenté capable d'atteindre 10 000 tours / minute. Hélas, on doute de sa capacité à

chanter aussi bien que ce V10 qu'on peut considérer comme l'un des plus beaux moteurs de toute l'histoire de l'automobile.

EUCS

Le ton monte chez les fournisseurs et entreprises européennes

Plusieurs fournisseurs, opérateurs, organisations professionnelles et entreprises se mobilisent sur EUCS. La dernière version du projet du schéma de certification des services cloud écarterait le critère de sécurité juridique pour les données les plus sensibles. Les Etats-membres doivent se réunir en début de semaine prochaine pour trancher.



La mèche a été allumée en début de semaine par Guillaume Poupard sur LinkedIn.

Dans une tribune intitulée « Vers des jours encore plus sombres pour l'Europe du numérique ? », le directeur général adjoint de Docaposte et ancien patron de l'Anssi, est revenu sur des échos médiatiques prêtant à l'UE la volonté de ne plus garder le critère juridique pour le schéma de certification des services cloud (EUCS) pour les données les plus sensibles. Le responsable a été rejoint cette semaine par deux lettres ouvertes avec le même accent de colère.

La première est signée par Airbus, OVHcloud, Orange, Capgemini, Sopra Steria, Dassault Systèmes... Au total 18 sociétés œuvrant dans 13 pays européens ont fermement critiqué la dernière version d'EUCS supprimant le critère de sécurité juridique. Celui-ci obligeait les fournisseurs étrangers de créer une co-entreprise ou à coopérer

avec une entreprise européenne s'ils veulent obtenir le niveau le plus élevé du schéma. Ils demandent donc la réintégration de cette clause pour limiter l'impact des lois extra-territoriales notamment le Cloud Act et le FISA américains, mais également la réglementation chinoise.

Le Cigref s'en mêle aussi sur fonds de lobby intense

Ce groupe a été rejoint par le Cigref qui hausse également le ton. Regroupant les DSI des grandes entreprises françaises, l'association rappelle que le texte d'origine devait proposer « des garanties d'immunité aux législations non-européennes à portée extraterritoriale pour les données et leurs traitements associés ». Elle constate que la dernière version du texte s'éloigne de cette orientation et réclame à la Commission européenne de clarifier la position sur ce sujet loin des pressions, en particulier des four-

nisseurs américains.

Depuis le début, deux positions s'affrontent au sein de l'UE.

Celle de la France qui pousse à une certification de type SecNumCloud (qui comprend un volet juridique) pour le niveau le plus élevé de certification. Par contre d'autres pays souhaitent des critères moins élevés, pour différentes raisons comme le résume Guillaume Poupard, « certains ne veulent surtout pas prendre le risque de réduire leurs rentrées fiscales, d'autres sont prêts à tout pour continuer à vendre des voitures de luxe ou importer du GNL, beaucoup ont pour priorité – légitime – leur protection militaire par l'OTAN dans un contexte géopolitique particulièrement tendu ». Les 27 pays de l'UE doivent se réunir le 15 avril pour discuter du sujet de l'EUCS et prendre une décision qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour le marché du cloud et en particulier pour le secteur public en France.

JetBrains lance une suite de gestion des IDE

Avec IDE Services, JetBrains centralise plusieurs éléments comme le management des IDE, de l'assistant IA, des environnements de développement à distance et de la programmation collaborative.

L'éditeur de solutions pour développeurs JetBrains a dévoilé une suite nommée IDE Services comprenant plusieurs produits. Présentée le 9 avril, le package est conçu pour atténuer les difficultés liées au déploiement et à la supervision des IDE (environnement de développement intégré) et d'autres outils de développement pour les grands comptes, explique JetBrains. Celui-ci est connu pour son IDE IntelliJ IDEA pour Java et Kotlin et a positionné sa suite comme « un hub central pour tout ce qui concerne l'IDE »

Le bundle comprend 5 produits. Le premier est IDE Provisioner, un gestionnaire centralisé de l'IDE capable de fournir les versions et les plug-ins appropriés aux codeurs d'une entreprise. En plus de l'IDE de JetBrains, ce service supporte GoLand pour le langage Go, PyCharm pour Python, RubyMine pour Ruby, PhpStorm pour PHP, WebStorm pour JavaScript et TypeScript, Android Studio, et d'autres IDE.

De l'IA et du collaboratif intégrés

De son côté, AI Enterprise offre aux développeurs des fonctions de génération de code basée sur l'IA avec un contrôle spécifique sur la sécurité, les coûts et le choix des LLM utilisés. Avec License Vault, les responsables IT pourront automatiser la distribution des licences JetBrains IDE pour l'ensemble d'une entreprise. Le volet collaboratif est assuré par Code With Me Enterprise où des binômes peuvent travailler en toute sécurité. Enfin, Code Canvas orchestre les environnements de développement à distance auto-hébergés.

JetBrains a mis IDE Services à la disposition de tous, après l'avoir proposé en version bêta à un certain nombre de clients importants. Le coût du package dépend en grande partie du nombre d'utilisateurs et de l'étendue des produits choisis. Les entreprises peuvent bénéficier d'options tarifaires de type « pay-as-you-go ».

Brèves

Plus de VPN pour Google One

Lancé en octobre 2020, le service de VPN intégré dans l'offre de stockage cloud n'a pas séduit le public. Google a donc décidé de le supprimer dans les mois à venir. Il était disponible sur les applications Google One pour Android et iOS et aussi sur les environnements Windows et Mac. La firme de Mountain View précise que cet abandon permettra à l'équipe de « se recentrer » et de

« prendre en charge des fonctionnalités plus demandées avec Google One ». En début d'année, Google One a atteint 100 millions d'abonnés et le CEO Sundar Pichai a laissé entendre qu'il s'agissait d'un futur domaine de croissance stimulé par l'IA.

Framatome cyberattaqué aux US

Le spécialiste de l'énergie nucléaire a subi une cyberattaque sur trois sites aux Etats-Unis

selon nos confrères de la Lettre A. Cette campagne intervient dans un contexte de forte tension où l'entreprise française a co-créé l'an dernier une entreprise avec le russe Rosatom en pleine guerre en Ukraine. Le Sénat américain pourrait exiger la fin des liens entre Framatome et son associé russe.

VMware EUC rebaptisé Omnisia.

A la fin février, le fonds KKR a ra-

cheté les activités End User Computing de VMware à Broadcom pour un montant de 4 Md\$. Selon nos confrères de The Register, les produits de cette division semblent avoir été rebaptisés sous le nom Omnisia. Cette marque est apparue dans un article de la base de connaissances de VMware publié le 11 avril, indiquant qu'à partir du 6 mai, les utilisateurs des produits pourront accéder aux services d'assistance à l'adresse customerconnect.omnisia.com.

Mots fléchés

Lieu saint	Herbivores	Directeur sportif	Il y fait chaud	Aiguïscr	Constel- lées	Popoies pour gradés
Optionnel	Versants de colline	Garçon d'ascenseur	Dégagé			
					Précurscur de l'aviation (Clément)	Native
Nommer aux césars				Petite cervidés En dessous, la plage		
Vif			Rejetée hors de la maison			
			Limbes			
Eprouvée				Singe Vinai- grottes à base d'un condiment		Première page
Arbrisseau du Japon						
			Reconnu comme viral			Monnaies d'échange
Porto- manteau	Métier en certains régions Sets				Agent de Louis XV Fumcur italien	
			Services non renvoyés	Os de poisson	Commune de Vénétie Néon	
Chef éthiopien		Rouspé- tant				Informèrent
Bols de la vigne		Squelette				Lieu d'ensei- gnement
			Elle peut être chronique ou aigue	Carros- serie		
Cotcaux	Habité par un être maléfique Falsceau				En compagnie de Situation recherchée	
				Manches sportives Rigide		Marque l'égalité Nickel
Embaras				Poitrine Situé chez le notaire		Ancienne Europe économique
Homos- sexuels vulgai- rement					Anonnées Fille du frère Genre au cinéma	
Exsudat patholo- gique	Une symphonie de Beethoven Extrême					Note de musique Cubes de bois
		Honorées Armées				
Presse	Océan Famille d'oiseaux			Désigné		Vitesse acquise d'un navire Fine feuille d'acier
			Grande école	Ablotte Pour lui		
Congénital			Id est		Erbium Entre amis	Valcur refuge Astate
Organe terminal			Toucher au tennis			Oiseau échaesier migrateur
Vagucs violentes				Chaine de montagnes en Europe Centrale		

SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DE L'OR

L'once s'échange à plus de 2400 dollars

Le marché mondial de l'or a enregistré un record inhabituel lors des échanges de ce vendredi, en raison des tensions géopolitiques qui sévissent dans le monde, notamment les guerres en Ukraine et à Gaza. Selon les données officielles, les contrats sur l'or au comptant, ont enregistré ce matin 2 401 dollars l'once, un niveau record que l'or n'avait jamais atteint auparavant. Malgré les récentes données sur l'inflation et le bon rapport sur l'emploi aux États-Unis la semaine dernière, l'or est sur le point de progresser pour la quatrième semaine consécutive et enregistre une augmentation de plus de 15 % depuis le début de l'année. De nombreux observateurs estiment que la tendance des banques centrales, comme la Chine et la Russie, à acheter de l'or comme valeur refuge par rapport au dollar, est une des principales raisons de la hausse de son prix sur le marché mondial, en plus des guerres qui ont lieu en Ukraine et à Gaza, et la possibilité que la guerre s'étende à d'autres pays.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 14 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

Muhannad Hadi nouveau Coordinateur humanitaire de l'ONU

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a annoncé samedi la nomination du Jordanien Muhannad Hadi au poste de nouveau coordonnateur spécial adjoint et coordonnateur résident du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO). M. Hadi servira également de coordonnateur humanitaire pour le territoire palestinien occupé. Il succède à James Eugene McGoldrick, d'Irlande, à qui le secrétaire général de l'ONU est reconnaissant pour son dévouement et ses services. Ayant occupé depuis 2020 le poste de coordonnateur humanitaire régional pour la crise syrienne, M. Hadi apporte plus de 30 ans d'expérience internationale approfondie dans les affaires humanitaires et le travail de développement. Auparavant, M. Hadi a été directeur régional du Programme alimentaire mondial (PAM) pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Asie centrale et l'Europe de l'Est (2015-2020), ainsi que coordonnateur régional des urgences du PAM pour la crise syrienne (2012-2015). Et en tant que représentant du PAM/directeur de pays en Syrie (2009-2012). M. Hadi a débuté sa carrière en 1990 au sein du Comité international de la Croix-Rouge et a depuis travaillé pour le PAM en Irak, au Yémen, au Soudan, en Indonésie, au Liban, en Italie, en Jordanie, en Egypte et en Syrie.

66E ANNIVERSAIRE DE L'ÉQUIPE DU FLN

L'hommage de la FAF

A l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la glorieuse équipe du front de libération nationale (FLN) le 13 avril 1958, la Fédération algérienne de football a tenu à rendre un vibrant hommage à tous ces hommes qui, au prix d'un lourd sacrifice, ont contribué au combat pour le recouvrement de l'indépendance de l'Algérie. « Il y a exactement 66 ans, le 13 avril 1958, naissait la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN). Une équipe qui aura marqué à jamais l'histoire du sport algérien. Des trente-deux joueurs qui ont signé l'acte de naissance de cette glorieuse équipe de football, trois sont en vie et perpétuent la mémoire d'un groupe de footballeurs algériens qui a fait le choix de tout laisser tomber pour répondre à l'appel de la patrie » souligne, dans un communiqué l'instance fédérale. « Parmi ces joueurs, plusieurs étaient en passe de participer, avec l'équipe de France, à la Coupe du monde 1958 en Suède. Ces joueurs Algériens ont choisi de rejoindre le

FLN et défendre la cause algérienne contre le colonialisme Français à l'échelle l'internationale » précise l'instance dirigée par Walid Sadi. En effet, ces « ambassadeurs de la Révolution » avaient tout abandonné pour répondre à l'appel de la patrie et rejoindre, dans la discrétion la plus absolue, Tunis, sur ordre du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). « En cette mémorable occasion, la Fédération algérienne de football rend hommage à l'un des plus beaux fleurons de la révolution nationale et à cette glorieuse équipe de la résistance qui a marqué l'histoire du football mondial et celui du combat pour la liberté », est-il mentionné dans le communiqué de la FAF. Une « évasion » qui a eu un effet de bombe en France et surpris le monde sportif français. Missionnés de plaider la cause algérienne partout dans le monde, à travers le football, ces militants « balle aux pieds » étaient, de 1958 jusqu'à l'indépendance, les dignes ambassadeurs de la Révolution.

Malgré l'interdiction de la FIFA de jouer et, surtout, de ne pas reconnaître le statut de cette équipe sur intervention de la France, le « Onze de l'Indépendance » comme on l'appelait à l'époque, obtient très vite un énorme succès politique et diplomatique en Asie, en Europe et en Afrique où les joueurs de l'équipe du FLN obtiennent autant des victoires sur les terrains de football qu'un soutien international jamais enregistré jusque-là pour une équipe de football, porte-voix de la lutte de libération d'un peuple. « L'équipe FLN a fait avancer la Révolution algérienne de dix ans », avait reconnu Ferhat Abbas, président du GPRA. « Le président de la fédération algérienne de football, Walid Sadi, au nom des membres du bureau fédéral, s'incline en cette journée si particulière à la mémoire de tous ces valeureux footballeurs qui nous ont quittés et prie le Tout-Puissant de prêter longue vie à Rachid Mekhloufi, Dahmane Defnoun, et Mohamed Maouche, les trois derniers combattants de cette glorieuse équipe toujours en vie » conclut le communiqué de la FAF.

BATNA

Plusieurs cas de brucellose humaine détectés

La brucellose, une maladie souvent négligée, mais potentiellement grave, fait son apparition dans la région de Batna. Un foyer de brucellose détecté Dans la wilaya de Batna, 5 cas de brucellose humaine ont été récemment détectés dans la région Arris, suscitant l'inquiétude des autorités sanitaires et de la population locale. La brucellose, également connue sous le nom de fièvre ondulante, est une zoonose transmise par les animaux, en particulier les ovins, les caprins et les bovins. Stratégies de prévention en action contre la brucellose Les autorités de santé publique de Batna

mettent en œuvre des mesures de prévention, notamment la vaccination du bétail et la sensibilisation à la consommation de produits laitiers pasteurisés. Le traitement de la brucellose chez l'homme repose sur une combinaison d'antibiotiques pour éviter les rechutes et les complications. La brucellose a un impact non négligeable sur l'économie locale, affectant les éleveurs et les producteurs laitiers. Les coûts associés au traitement et à la prévention de la maladie, ainsi que les pertes de productivité, sont des défis supplémentaires pour la région.

La situation à Batna rappelle l'importance de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies zoonotiques. La brucellose, bien que rarement mortelle, peut entraîner des complications graves si elle n'est pas traitée correctement. Il est essentiel que les populations soient conscientes des risques et adoptent des pratiques sûres pour protéger leur santé et celle de leur communauté. La collaboration entre les autorités sanitaires, les éleveurs, les producteurs laitiers et la population générale est cruciale pour contrôler la propagation de la maladie et maintenir la sécurité de la santé publique.

PROGRAMME AFRICAN GROWTH AND OPPORTUNITY ACT

Les États-Unis prorogent le pacte jusqu'à 2041

Un groupe bipartisan de sénateurs américains a présenté à la chambre haute du congrès un projet de loi portant sur la prorogation du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales ac-

cordé depuis l'an 2000 par les Etats-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne, jusqu'en 2041, a rapporté Reuters, citant l'assistant de l'un de ces sénateurs. Un assistant du sénateur Chris Coons a relevé que le projet de loi prévoit la reconduction de

l'AGOA, qui expirera en 2025, pour 16 années supplémentaires. Des nouveautés sont apportées. L'éligibilité des pays serait réexaminée tous les deux ans au lieu d'une fois par an. Toutefois, le président des Etats-Unis, Joe Biden, et certains membres du

Congrès pourraient réexaminer l'éligibilité des pays à tout moment en dehors de cette périodicité. Le président US peut procéder à la suppression totale des avantages à l'absence d'action alors que la loi actuelle exige que le président exclut automatique-

ment tout pays qui ne remplit pas les conditions requises. Lancé en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1700 produits vers les Etats-Unis sans payer des droits de douane.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

19 décès et 1013 blessés durant les trois jours de l'Aïd

Dix-neuf personnes sont décédées et 1013 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers plusieurs wilayas du pays, durant les trois jours de l'Aïd el Fitr, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Selon la Protection civile, les accidents de la route ont causé 10 décès et 348 blessés le 1er jour de l'Aïd el Fitr, 6 décès et 425 blessés le 2eme jour et 3 décès et 425 blessés le 3 ème jour de l'aïd, soulignant que le bilan final des accidents de la route durant le mois sacré est établi à 167 décès et 6180

blessés. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus à travers plusieurs wilayas pour prodiguer des soins de première urgence à 6 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO, émanant des dispositifs de chauffage et chauffés eau à l'intérieur de leurs habitations. Dans le même contexte, le monoxyde de carbone a causé la mort de deux (2) personnes intoxiquées par ce gaz dangereux, au niveau des wilayas d'Oum El Bouaghi et Ain Témouchent. La Protection civile a procédé également à des interventions dans cinq

(5) wilayas suite aux dernières intempéries: Bouira, Tizi Ouzou, Ouargla, El Oued et El-Meghair. A El-Mghaier, 21 personnes à bord d'un véhicule "Toyota Hilux" coincés par la boue au village Ain Cheikh commune de Sidi Khelil, ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers l'hôpital local. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations de pompage des eaux pluviales au centre ville de la commune de Ouargla, à la cité Béni Thour et à l'avenue Palestine. A El Oued, plusieurs opérations épuisements

des eaux pluviales ont été aussi effectuées, à la cité 17 octobre et la cité Essahn El Aouel, commune d'El Oued et au niveau de la cité 05 juillet commune Bayadha. de la Protection civile a souligné que le trafic routier reste "difficile" à la circulation au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou commune de Iboudraren sur la RN N33 en allant vers Tikijda, et la RN N30 en allant vers la commune de M'chedallah (wilaya de Bouira) et aussi la RN N33 difficile à la circulation au niveau de la commune d'El Asnam wilaya de Bouira suite au cumul de la neige.